

---

## **Politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones**

---

Cote du document: EB 2022/137/R.6

Point de l'ordre du jour: 4 b) ii)

Date: 17 novembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

### **POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver le document intitulé « Politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones ».

---

---

#### **Questions techniques:**

**Jyotsna Puri**

Vice-Présidente adjointe  
Département de la stratégie et des savoirs  
courriel: j.puri@ifad.org

**Tom Mwangi Anyonge**

Directeur par intérim  
Division environnement, climat, genre et inclusion sociale  
courriel: t.anyonge@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>ii</b>
<b>I. Introduction: pourquoi actualiser la politique?</b>	<b>1</b>
<b>II. Peuples autochtones</b>	<b>4</b>
<b>III. Expérience acquise et enseignements tirés par le FIDA</b>	<b>6</b>
<b>IV. Principes d'action</b>	<b>8</b>
<b>V. Théorie du changement</b>	<b>12</b>
<b>VI. Mise en œuvre de la politique</b>	<b>12</b>
<b>Annexes</b>	
I. Instruments de mise en œuvre de la politique	14
II. Données récapitulatives sur les stratégies de pays, les projets financés par le FIDA et l'IPAF	20
III. Bonnes pratiques et enseignements tirés	25
<b>Appendices</b>	
Appendix I: IFAD milestones related to Indigenous Peoples	1
Appendix II: The Indigenous Peoples' Forum at IFAD	3
Appendix III: The Indigenous Peoples Assistance Facility	5
Appendix IV: Country policy dialogues	8
Appendix V: Summary of the synthesis evaluation on IFAD's Engagement with Indigenous Peoples	11
Appendix VI: Recommendations of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues to IFAD	13
Appendix VII: International frameworks on Indigenous Peoples and regional, national and institutional advances	16
Appendix VIII: List of knowledge resources developed by IFAD	29
Appendix IX: Acknowledgements	30

## Résumé

1. En 2009, le Conseil d'administration avait adopté la [Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones](#) dans le but d'accroître l'efficacité du Fonds en matière de développement dans le cadre de son action auprès de ces peuples.
2. Après plus de dix ans de mise en œuvre de la politique, et à la lumière des expériences sur le terrain et des leçons retirées, le FIDA avait inscrit aux engagements figurant dans le Rapport de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA celui d'actualiser cette politique. Cet engagement a été motivé par une série de profondes mutations intervenues au sein du FIDA et dans le contexte mondial. Pour faire face à ces évolutions, la politique a été actualisée afin de renforcer le rôle que joue le FIDA en tant que fer de lance des questions relatives aux peuples autochtones.
3. La politique actualisée invite à opérer un changement de paradigme, le FIDA coopérant d'égal à égal avec les peuples autochtones, qui contribueront à l'élaboration des stratégies de manière concertée, et qui concevront et assureront le suivi des investissements de manière à améliorer leurs moyens d'existence, en se fondant sur leurs propres perspectives.
4. Le Forum des peuples autochtones au FIDA est proposé comme point d'ancrage pour l'engagement aux côtés des peuples autochtones à tous les niveaux, tandis que le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones sera l'instrument d'un travail en prise directe avec les communautés autochtones et leurs organisations, en complément des investissements mobilisés par le FIDA sous forme de prêts et de dons.
5. La politique actualisée fournit des informations actualisées sur la situation des peuples autochtones et sur les mesures prises pour remédier aux difficultés nouvelles ou persistantes dans le cadre des instruments du FIDA. Elle met également à profit l'avantage comparatif dont le Fonds jouit dans le domaine des interventions en lien avec les changements climatiques.
6. La politique actualisée a été élaborée en consultation avec les membres autochtones du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA et prend en compte les recommandations adressées au Fonds par l'[Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies](#).

## I. Introduction: pourquoi actualiser la politique?

1. Le Fonds avait pris l'engagement d'actualiser sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones dans le [Rapport de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA](#) (FIDA12). Cette démarche a été motivée par plusieurs évolutions profondes intervenues dans le contexte mondial et au sein du FIDA, qui seront présentées ci-après.
2. **Évolution de l'institution.** Depuis les débuts du FIDA en 1978, les peuples autochtones qui vivent dans les zones rurales du monde en développement font explicitement partie des groupes auxquels s'adressent les investissements du Fonds, conformément au principe directeur suivant de la [Politique du FIDA concernant le ciblage](#): « Dans toutes ses opérations, le FIDA [...]: [inclura] les groupes marginalisés, par exemple les minorités et les peuples autochtones, et [répondra] à leurs besoins spécifiques. »
3. En 2009, le Conseil d'administration du FIDA a adopté la [Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones](#) afin de renforcer l'efficacité de l'action de développement du Fonds dans ses interventions aux côtés des communautés autochtones des zones rurales.
4. En 2011, afin de concrétiser les engagements stratégiques pris par le FIDA, le [Forum des peuples autochtones](#) au FIDA (IPFI) a été mis en place pour susciter le dialogue entre les peuples autochtones, le personnel du FIDA et les États membres. Depuis sa création, l'IPFI a permis d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique, et d'orienter la stratégie d'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones. L'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII) a, à plusieurs reprises, considéré que cette démarche constituait une bonne pratique à suivre. L'IPFI a permis d'associer activement les peuples autochtones aux consultations sur la reconstitution des ressources du FIDA. Les peuples autochtones ont également apporté leur contribution au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Le FIDA est la seule institution financière internationale (IFI) à avoir énoncé dans ses documents institutionnels les engagements pris en faveur des peuples autochtones et les cibles qui s'y rapportent.
5. Depuis 2006, le FIDA a exécuté cinq cycles du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), un instrument de financement novateur auquel les communautés des peuples autochtones peuvent faire appel pour trouver des solutions à leurs difficultés. L'expérience acquise par le FIDA lors de la mise en œuvre de l'IPAF a permis de tirer un ensemble d'enseignements qui ont été pris en compte dans le présent document<sup>1</sup>.
6. En 2021, le FIDA a mis à jour les [Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique \(PESEC\)](#), qui s'appliquent à tous les investissements du FIDA et à toutes les opérations non souveraines, y compris l'assistance technique. Outre la norme n° 4 relative aux peuples autochtones, les normes applicables concernent la conservation de la biodiversité, le patrimoine culturel, la réinstallation physique et la réinsertion économique.
7. Le cadre stratégique du FIDA a évolué au cours de la dernière décennie. La présente actualisation de la politique vise à la faire concorder avec le [Cadre stratégique du FIDA 2016-2025](#), la [Stratégie et le plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025](#), la [Stratégie 2022-2025 du FIDA sur la biodiversité](#), le [Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2019-2025](#), le [Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux](#), la [Politique du FIDA concernant](#)

<sup>1</sup> Voir l'annexe III et l'appendice III.

[l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes](#), les [Directives opérationnelles révisées relatives au ciblage](#), la [Politique sur les dons ordinaires](#), la [Stratégie de collaboration du FIDA avec le secteur privé](#), la [Stratégie du FIDA pour la diversité, l'équité et l'inclusion](#), la [Stratégie d'action du FIDA dans les petits États insulaires en développement](#) et la Politique du FIDA concernant le ciblage (en cours d'actualisation).

8. Par l'application de la politique actuelle, le FIDA a constaté que la participation directe des peuples autochtones à tous les niveaux améliore l'impact des opérations, la prise en main par le pays et la viabilité des moyens d'existence, en fonction de la perspective des peuples concernés, tout en réduisant les conflits et le niveau de risque. Le FIDA a également tiré les enseignements ci-après: i) il est nécessaire de mobiliser la plus grande application afin de faire en sorte que les peuples autochtones puissent collaborer de manière pleine et effective à la conception et à l'exécution des projets financés par le FIDA; ii) les projets doivent être appuyés par des services d'assistance technique et des systèmes de suivi solides; iii) l'application des processus de consentement préalable, libre et éclairé est essentielle pour améliorer l'efficacité de l'action du FIDA en matière de développement; iv) le rôle du FIDA au niveau national en matière de contribution à l'élaboration des politiques peut donner d'excellents résultats lorsque les peuples autochtones sont en première ligne et bénéficient de l'appui du FIDA et d'autres organismes des Nations Unies.
9. Malgré les progrès réalisés, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour associer systématiquement les peuples autochtones aux programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP), appliquer les méthodes et les principes d'action adaptés de manière systématique dans le cadre des projets financés par le FIDA qui sont menés dans les zones où vivent les peuples autochtones, et mesurer les résultats et l'impact obtenus<sup>2</sup>.
10. À la cinquième réunion mondiale du Forum en 2021, il a entre autres été recommandé de faire en sorte que la politique actualisée du FIDA soit élaborée en consultation et en partenariat avec les peuples autochtones. Le présent document prend en compte les conclusions issues de la [Synthèse d'évaluations sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones](#) réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), ainsi que les recommandations adressées au FIDA par l'UNPFII<sup>3</sup>.
11. **Au niveau mondial:** Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 insiste sur la nécessité de promouvoir les droits des peuples autochtones sur les terres, territoires et ressources en adoptant une démarche intégrée du développement économique, environnemental et social, dans le respect des droits humains.
12. À l'échelle mondiale, des mécanismes institutionnels ont été institués pour promouvoir les droits des peuples autochtones, à l'image de l'[Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies](#) (2000), du [Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) (2001) et du [Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones](#) (2006). Au cours des 20 dernières années, les droits des peuples autochtones ont joui d'une reconnaissance croissante par l'adoption d'instruments internationaux tels que la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) (2007), qui fait suite à la [Convention \(n° 169\) relative aux peuples indigènes et tribaux \(1989\)](#), et la mise en place d'instruments plus récents, comme l'Accord d'Escazú, en date de 2021<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Voir l'annexe III.

<sup>3</sup> Voir l'appendice V.

<sup>4</sup> Voir l'appendice VII.

13. Après l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, de grandes avancées ont été réalisées dans la reconnaissance formelle des droits des peuples autochtones, notamment l'organisation en 2014 de la [séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones](#), l'adoption par l'Assemblée générale du [plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones \(SWAP\)](#), [l'appel à l'action 2020 en faveur du SWAP par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination](#)<sup>5</sup>, l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris les objectifs de développement durable, et la création du [grand groupe des peuples autochtones, qui s'inscrit dans le cadre des objectifs de développement durable](#).
14. L'Accord de Paris (2015), notamment la création du [Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques](#) et de la [Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones](#), et l'intérêt accordé à la justice climatique soulignent le caractère indispensable des peuples autochtones dans la réalisation des objectifs fixés dans l'Accord.
15. En 2021, prenant acte de la contribution vitale des systèmes alimentaires des peuples autochtones, les acteurs du Sommet sur les systèmes alimentaires ont instauré une [Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones](#).
16. En juillet 2022, [l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu le droit à un environnement propre, sain et durable parmi les droits humains](#). Il ne s'agit là que des plus récentes étapes franchies au niveau mondial<sup>6</sup>, à la réalisation desquelles la présente politique a pu contribuer. Les organismes des Nations Unies ont également fait évoluer leurs politiques et directives concernant les peuples autochtones<sup>7</sup>.
17. **Le FIDA, fer de lance des droits des peuples autochtones.** Au regard du caractère évolutif de l'architecture de l'aide internationale, de la diversité de ses sources de financement, y compris privées, et de sa fragmentation entre différents mécanismes d'exécution, il est d'autant plus nécessaire que le FIDA s'emploie à ce que les peuples autochtones puissent avoir accès à ces ressources<sup>8</sup>. Le FIDA est depuis toujours considéré comme un chef de file dans la défense des droits des peuples autochtones, et la présente politique actualisée vient ancrer davantage cette position.
18. Cette politique souligne la nécessité d'opérer un changement de perspective dans l'action du FIDA, afin que le Fonds coopère sur un pied d'égalité avec les peuples autochtones. La politique présente des données actualisées sur les peuples autochtones, et dresse un récapitulatif des problèmes auxquels ils se heurtent. Tout en rappelant les neuf principes d'action énoncés dans sa version précédente, le présent document établit des liens plus solides avec les thématiques transversales prioritaires du FIDA, et s'enrichit d'un nouveau principe d'action sur la souveraineté alimentaire et la sécurité nutritionnelle. Cette politique fait fond sur l'avantage comparatif du Fonds en matière d'interventions axées sur les changements climatiques et sur son mandat unique en son genre, qui vise l'éradication de la pauvreté dans les zones rurales. Elle attire l'attention sur le fait que les savoirs des peuples autochtones sont susceptibles

<sup>5</sup> Le FIDA donnera suite à l'appel à l'action en faveur du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones par: i) une participation plus systématique des peuples autochtones aux procédures et aux initiatives qui ont une incidence sur leur vie; ii) le renforcement des actions ciblées au niveau des pays pour promouvoir les droits des peuples autochtones et l'apprentissage à partir des bonnes pratiques; iii) la consolidation de son système de suivi-évaluation en intégrant des données ventilées sur les peuples autochtones.

<sup>6</sup> Voir l'appendice VII.

<sup>7</sup> Voir l'appendice VII.

<sup>8</sup> L'engagement pris lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) consistant à mobiliser 1,7 milliard d'USD pour les peuples autochtones et les communautés locales est d'une importance considérable pour le travail qu'accomplit le FIDA.

de déboucher sur des solutions de développement judicieuses et équitables dans de nombreux pays en développement. Il est proposé de faire de l'IPFI un point d'ancrage qui permettra d'assurer l'engagement à tous les niveaux. Cette politique tend à ce que le Forum soit utilisé pour assurer une plus grande représentation des peuples autochtones au sein de la structure de gouvernance du FIDA, ainsi qu'au niveau des pays. Il est proposé que le FIDA collabore étroitement avec les peuples autochtones pour élaborer, de concert, des investissements propres à améliorer leurs moyens d'existence.

## II. Peuples autochtones

19. Le terme « peuples autochtones » est un dénominateur commun à plus de [476 millions de personnes, soit 6,2% de la population mondiale](#). Les peuples autochtones sont répartis dans plus de 90 pays, et 70,5% environ d'entre eux vivent dans la région Asie et Pacifique. Les personnes autochtones parlent environ 4 000 langues sur les 6 700 qui subsistent encore à travers le monde. Les peuples autochtones et leurs systèmes de subsistance – l'agriculture, le pastoralisme, l'agriculture itinérante, la rotation des cultures, la pêche, la chasse et la cueillette – occupent environ 25% des terres émergées du globe, ce qui représente environ [40% de l'ensemble des aires terrestres protégées et des paysages préservés sur le plan écologique](#), où ils ont préservé [80% de la biodiversité terrestre restante](#).
20. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ne formule pas de définition universelle du terme « peuples autochtones »<sup>9</sup>. En accord avec la [pratique internationale](#) et aux fins de la présente politique, le FIDA utilise une définition pratique des peuples autochtones reposant sur [les critères ci-après](#):
  - l'antériorité, s'agissant de l'occupation et de l'utilisation d'un territoire donné;
  - le maintien volontaire d'un particularisme culturel, qui peut se manifester par certains aspects de la langue, une organisation sociale, des valeurs religieuses ou spirituelles, des modes de production, des lois ou des institutions;
  - le sentiment d'appartenance à un groupe, ainsi que la reconnaissance par d'autres groupes ou par les autorités nationales en tant que collectivité distincte;
  - le fait d'avoir été assujetti, marginalisé, dépossédé, exclu ou victime de discrimination.

### Enjeux et problèmes

21. Partout dans le monde, les peuples autochtones continuent de lutter contre la discrimination et le manque de reconnaissance de leurs droits collectifs, se voient dépossédés de leurs terres et subissent les conséquences des changements climatiques et des activités de conservation. [La pandémie de COVID-19 a plongé les peuples autochtones encore plus profondément dans la faim et la pauvreté](#), alors qu'ils se trouvent déjà en situation de vulnérabilité en raison de l'exploitation de leurs terres et de leurs ressources, qui a sévèrement compromis la durabilité de leurs systèmes alimentaires, leurs moyens d'existence et leurs conditions sanitaires.
22. **Pauvreté et bien-être.** Les peuples autochtones continuent de vivre dans la pauvreté et l'extrême pauvreté. [Ils représentent 18,7% des personnes vivant dans l'extrême pauvreté](#), c'est-à-dire avec moins de 1,90 USD par jour. Bien que la pandémie de COVID-19 ait exacerbé les problèmes et les inégalités subis par les peuples

<sup>9</sup> De nombreux termes sont utilisés pour désigner les peuples autochtones: « Indigènes », « Premières Nations », « tribus », « minorités ethniques », « nationalités autochtones », « aborigènes », « pasteurs », « chasseurs-cueilleurs », « peuples des collines », etc.

autochtones, elle a également montré leur incroyable capacité de résilience face à cette situation, qui repose sur leurs mécanismes de protection autodéterminés, leurs systèmes alimentaires et commerciaux autochtones, ainsi que sur leurs [systèmes de médecine et de gouvernance ancestraux](#).

23. **Territoires, ressources et défenseurs des droits autochtones.** Au cœur de l'identité culturelle, spirituelle, sociale et politique des peuples autochtones se trouvent les terres ancestrales, qui constituent le fondement des systèmes de savoirs traditionnels. Bien que leurs droits aux terres, aux territoires et aux ressources soient reconnus par l'article 26 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, ces derniers se heurtent à des difficultés croissantes dans la défense de ces droits, car ils vivent sur des terres qui recèlent certaines des plus vastes réserves de combustibles fossiles et de minéraux au monde, ainsi que les plus grandes réserves forestières, et sont mis à rude épreuve par la demande mondiale croissante de ressources naturelles, l'augmentation de la déforestation et les solutions écologiques visant à lutter contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Les peuples autochtones sont les premiers à exprimer leur opposition aux activités des industries extractives sur leurs territoires. Certains défenseurs des droits humains des peuples autochtones ont été tués, déplacés de force ou menacés. [En 2020, parmi les 227 militants assassinés, un tiers étaient des dirigeants et des défenseurs de la cause autochtone. La sécurité des droits fonciers et des droits aux ressources est essentielle pour assurer la réalisation du droit des peuples autochtones à la paix et à la justice.](#)
24. Les **femmes autochtones** se sont ardemment investies dans la promotion de leurs droits, en actionnant les instruments du droit international des droits humains comme la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#) pour faire avancer la reconnaissance et la protection de leurs droits individuels et collectifs. Cependant, [les femmes autochtones sont particulièrement sous-représentées](#), font l'objet de formes multiples de discrimination et [subissent des formes de violence disproportionnées](#) par rapport aux femmes et aux filles d'autres groupes.
25. Les **jeunes autochtones** sont souvent écartelés entre le choix de conserver leurs racines au sein de leur communauté et celui de s'installer en milieu urbain, en quête d'éducation et d'emploi dans des villes éloignées de leur foyer. Les taux de suicide sont beaucoup plus élevés chez les jeunes autochtones que chez d'autres groupes de jeunes. [Ils sont victimes de discriminations](#), font les frais du manque de services éducatifs qui soient compatibles avec leur culture et proposés dans leur propre langue, présentent des taux élevés d'analphabétisme et de décrochage scolaire, sont en proie au chômage et à l'incarcération, et ne bénéficient pas d'une protection juridique suffisante. Bien qu'ils se heurtent à de multiples difficultés, de nombreux jeunes autochtones prennent l'initiative de mettre en place leurs propres organisations et leurs propres réseaux. À l'échelle mondiale, le [Groupe mondial des jeunes autochtones](#) est une plateforme qui permet aux jeunes autochtones de faire valoir le rôle déterminant qu'ils peuvent jouer dans les domaines de l'identité, de la préservation des savoirs traditionnels et des droits sur les terres, les territoires et les ressources, et de la protection de leurs systèmes alimentaires traditionnels. [Le partenariat qui lie le FIDA et Slow Food](#) a porté ses fruits et aidé des jeunes autochtones à innover, à diversifier leur production et à améliorer la commercialisation de leurs produits, à utiliser des systèmes de garantie participative pour certifier leur production, ainsi qu'à se poser en exemple des principes de qualité, de préservation de la biodiversité et de conservation de l'environnement.



26. **Souveraineté alimentaire, sécurité alimentaire et nutrition.** Le manque de reconnaissance et de protection des droits des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources est le principal facteur qui compromet leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la réalisation de leur droit à l'alimentation et à la [souveraineté alimentaire](#). Les [Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale](#) prévoient qu'une attention particulière soit accordée aux peuples autochtones en ce qui concerne l'accès à la terre et aux ressources génétiques. Au Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, les peuples autochtones ont déclaré qu'il ne saurait y avoir de sécurité alimentaire durable sans souveraineté alimentaire. Dans ce contexte, la souveraineté alimentaire est définie comme l'aptitude à gérer leurs propres produits, qu'ils soient issus de cultures ou prélevés dans la nature, d'une manière qui leur permette de répondre à leurs besoins culturels, spirituels, économiques et nutritionnels.

### III. Expérience acquise et enseignements tirés par le FIDA

27. Depuis sa création, en 1978, le FIDA a apporté son appui aux programmes de développement rural dans lesquels les peuples autochtones étaient les principaux partenaires et parties prenantes. Au cours des 12 dernières années, environ 30% du programme de prêts a été orienté vers des initiatives de développement en faveur des peuples autochtones. Au total, 37% du portefeuille actuel du FIDA contribue à appuyer des initiatives mises en œuvre dans des zones où vivent des peuples autochtones, soit 83 projets financés par le Fonds qui bénéficient à environ 9 millions de personnes autochtones dans 46 pays, avec un investissement d'une valeur estimée à 1 milliard d'USD et environ 2 milliards d'USD mobilisés sous forme de cofinancement<sup>10</sup>.
28. L'IPAF<sup>11</sup> est un instrument axé sur la demande qui s'inscrit dans une démarche holistique, inclusive, multisectorielle et intégrée. La structure de gouvernance et l'exécution de l'IPAF constituent un exemple de meilleure pratique en matière de développement autonome. L'IPAF a permis aux organisations des peuples autochtones au niveau régional de jouer un rôle de premier plan dans la gestion des programmes, et de gagner ainsi en visibilité institutionnelle. Au fil des ans, le FIDA a constaté qu'il est possible d'améliorer considérablement le renforcement des capacités et le développement autodéterminé si l'on confie aux populations autochtones la gestion directe des ressources. De faibles montants peuvent être déterminants pour les petites communautés.

*Le FIDA a adopté une Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones. Il a établi des mécanismes institutionnels pour favoriser une concertation durable avec les peuples autochtones, à l'image du Forum des peuples autochtones et des processus connexes. Le Fonds a rattaché ses travaux sur les peuples autochtones à son département des opérations. Il a également créé le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones. Aucune autre institution des Nations Unies et aucune autre institution financière internationale n'est allée aussi loin dans ce domaine.*

*Victoria Tauli-Corpuz, ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*

<sup>10</sup> Depuis 1979, des projets financés par le FIDA ciblant 45 millions de personnes autochtones dans 57 pays ont été approuvés, pour un investissement du Fonds estimé à 3 milliards d'USD, et environ 4 milliards d'USD mobilisés sous forme de cofinancement. Quelque 75 millions d'USD ont été investis sous forme de dons au profit des peuples autochtones. Une base de données est tenue à jour depuis 2006 dont les données sont validées de manière systématique par les directeurs de pays. Voir l'annexe II.

<sup>11</sup> Voir l'appendice III.

29. Les consultations menées dans le cadre de l'IPFI<sup>12</sup>, et l'engagement au niveau national et local par l'intermédiaire des prêts et des dons, s'inscrivent dans la démarche stratégique adoptée par le FIDA pour améliorer les moyens d'existence des peuples autochtones<sup>13</sup>. De son expérience acquise sur le terrain, le Fonds a appris que lorsque les projets de développement mettent à profit le caractère singulier des populations autochtones, on atteindra très vraisemblablement l'efficacité en matière de développement.
30. Grâce à la mise en œuvre de sa politique, le FIDA jouit d'une plus forte crédibilité auprès de nombreux acteurs nationaux et internationaux. En tant qu'IFI, le FIDA s'est imposé comme un partenaire de confiance et crédible non seulement auprès des peuples autochtones, mais également auprès d'institutions multilatérales, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile.
31. La **synthèse d'évaluations** portant sur l'engagement du FIDA auprès des peuples autochtones réalisée par IOE<sup>14</sup> a montré que, dans le cadre des projets d'investissement du Fonds, les peuples autochtones sont souvent considérés, avec les jeunes et les femmes en milieu rural, comme un groupe homogène sous l'étiquette « personnes vulnérables et marginalisées ». L'une des recommandations formulées dans la synthèse préconise que le FIDA accorde une plus grande place aux éléments clés de la conception des projets et fournisse un appui adéquat à l'exécution, en veillant à une participation effective des peuples autochtones tout au long du processus.
32. L'importance de la **participation des peuples autochtones à la conception des COSOP et des projets** au début de la phase de conception, et tout au long du cycle du projet, est un autre enseignement précieux. Le rôle des peuples autochtones dans le recensement des obstacles qu'ils rencontrent est essentiel en ce qu'il permet de concevoir conjointement des solutions efficaces qui prennent en compte leurs systèmes de gouvernance ainsi que leurs pratiques et leurs savoirs ancestraux. Cette démarche doit être appliquée de manière systématique.
33. Le Fonds est conscient que le **consentement préalable, libre et éclairé** est un instrument qui permet d'accroître la capacité d'agir des peuples autochtones, de faciliter l'appropriation des investissements par les populations locales, et d'améliorer les résultats et de renforcer la durabilité de ces derniers. Les processus d'obtention du consentement préalable, libre et éclairé permettent de resserrer les partenariats établis entre les populations locales, les institutions publiques et les organismes de financement, et facilitent le dialogue et la reconnaissance mutuelle<sup>15</sup>.
34. De bonnes pratiques ont émergé des **concertations sur l'élaboration des politiques au niveau des pays**<sup>16</sup>, que le FIDA a financées dans 10 pays en vue d'aider les peuples autochtones à définir eux-mêmes leurs propres priorités. En El Salvador, ces concertations ont débouché sur le premier plan d'action national visant à donner suite aux engagements figurant dans le document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, et sur l'approbation d'une politique, en 2019.
35. Il est indispensable de permettre aux peuples autochtones de jouir de **droits sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources**. Au fil du temps, [le FIDA a mis à l'essai et amélioré ses approches et les outils qu'il utilise dans son action aux côtés des](#)

<sup>12</sup> Voir l'appendice II.

<sup>13</sup> L'Instance permanente rappelle qu'il y a plus de 10 ans, le FIDA a créé un forum autochtone, une bonne pratique qu'elle a saluée à maintes reprises et qu'elle a recommandé aux autres entités des Nations Unies d'imiter. Rapport de l'UNPFII, avril 2021.

<sup>14</sup> Voir l'appendice V.

<sup>15</sup> Voir l'annexe III.

<sup>16</sup> Voir l'appendice IV.

[peuples autochtones](#). Certains de ces outils ont été extrêmement efficaces et ont permis d'obtenir d'excellents résultats en matière de reconnaissance juridique de leurs droits fonciers coutumiers, de gestion collective des ressources naturelles et de participation aux processus décisionnels. Au nombre de ces outils figurent les plans de mise en œuvre du processus de consentement préalable, libre et éclairé, les activités participatives de cartographie, les itinéraires d'apprentissage et les processus participatifs de conception et d'exécution de projets. Les [Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale](#) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sont également un outil important qui contribue à promouvoir les droits des peuples autochtones.

36. **Les savoirs des peuples autochtones**, qui apportent d'importants éclairages sur les processus d'observation et d'atténuation des effets des changements climatiques, sur l'adaptation à ceux-ci, ainsi que sur les processus de conservation de la biodiversité, constituent un domaine d'engagement très pertinent dans les projets financés par le FIDA<sup>17</sup>.
37. **Un espace dédié aux peuples autochtones**. En 2017, le FIDA a dédié l'une des salles de conférences de son siège aux peuples autochtones afin d'honorer la richesse de leurs cultures et de leurs identités. Conçue comme un espace permanent pour les peuples autochtones au sein du FIDA, cette salle incarne un engagement tangible en faveur d'un partenariat solide.

#### IV. Principes d'action

38. Conformément à sa [vision stratégique](#), à savoir favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural pour éradiquer la pauvreté et offrir à toutes les populations rurales pauvres des moyens d'existence plus sûrs et plus résilients, et tenant compte de l'évolution du contexte international, le FIDA entend veiller à ce que les communautés autochtones en milieu rural soient dotées des moyens d'améliorer leurs droits, leur bien-être, leurs revenus, leur souveraineté alimentaire, leur sécurité nutritionnelle et leur résilience face aux changements climatiques grâce à un développement qu'elles conduisent elles-mêmes, dans le respect de leur identité, de leur spiritualité et de leurs savoirs. Pour y parvenir, le FIDA s'inspirera des principes ci-après:
  - **Reconnaître la valeur que représentent le patrimoine culturel et l'identité.** Le FIDA mesure pleinement la valeur que représente la spécificité culturelle des peuples autochtones et prend appui sur cet atout. Il aide les populations autochtones à tirer parti de leurs savoirs traditionnels, de leur culture, de leur spiritualité, de leurs systèmes de gouvernance, de leurs territoires et de leurs ressources, qui font tous partie de leur patrimoine matériel et immatériel.
  - **Consentement préalable, libre et éclairé.** Lorsqu'il travaille avec les États membres dans le cadre de projets ciblant ou concernant des populations autochtones, le FIDA appuie la participation des communautés autochtones au choix des priorités concernant leur propre développement. Lors de l'évaluation de tels projets proposés par des États membres, le Fonds vérifie si l'emprunteur ou le bénéficiaire du don a consulté les peuples autochtones pour obtenir son consentement préalable, libre et éclairé, et considère ce consentement comme l'un des critères d'approbation des projets. Lors de la préévaluation de ces projets, le Fonds vérifie s'ils comprennent des mesures visant à: i) éviter les

<sup>17</sup> État plurinational de Bolivie, rapport de conception du projet ACCESOS RURAL (2000002284), octobre 2019.

effets négatifs potentiels pour les communautés autochtones; ou ii) si de tels effets ne peuvent être évités, les réduire au minimum, les atténuer ou en assurer la compensation.

- Le **développement à l'initiative des communautés** favorise la prise en main des investissements, la participation à ces derniers et leur pérennisation, et permet aux populations de gagner en autosuffisance et en autonomie. Dans le cadre de son travail aux côtés des populations autochtones, le FIDA transpose à plus grande échelle les méthodes de développement à l'initiative des communautés qui sont particulièrement bien adaptées à la vision holistique du monde dont sont porteurs les peuples autochtones, d'après laquelle les écosystèmes et les systèmes sociaux et économiques s'interpénètrent.
- **Terre, territoires et ressources.** S'agissant des cadres juridiques internationaux et des politiques de ses emprunteurs, et conformément à sa [Politique relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière](#), le FIDA encourage à octroyer aux peuples autochtones un accès équitable à la terre, aux territoires et aux ressources, et améliore leur sécurité foncière<sup>18</sup>. Il développe à cette fin les moyens dont ils disposent pour gérer leurs territoires et ressources d'une manière durable.
- **Savoirs autochtones.** Le FIDA valorise les savoirs et pratiques autochtones dans ses projets d'investissement, en étant particulièrement attentif à la transmission des savoirs entre les anciennes et les jeunes générations<sup>19</sup>. Il tire également parti de ces richesses en apportant son appui aux activités de recherche des peuples autochtones s'intéressant à la diversité de leurs systèmes de résilience et de leurs moyens d'adaptation face aux changements climatiques. Conjuguées aux données scientifiques « traditionnelles », ces recherches permettent d'obtenir une compréhension de l'environnement, des ressources naturelles et de la culture dans leur globalité, ainsi que des relations réciproques entre ces éléments et les êtres humains.
- **Questions environnementales et changements climatiques.** Le FIDA aide les peuples autochtones à renforcer la résilience des écosystèmes dans lesquels ils vivent et à mettre au point des mesures d'adaptation. Le Fonds mobilise et oriente toujours plus de fonds destinés à l'action climatique et environnementale vers les peuples autochtones, à la fois par l'intermédiaire de ses instruments déjà éprouvés, tels que l'IPAF et le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+), et en renforçant la capacité de ces peuples à participer et à tirer parti des activités de lutte contre les changements climatiques financées par le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'adaptation et, éventuellement, par le secteur privé. Dans le cadre de son dialogue avec les gouvernements, le Fonds encourage la participation des peuples autochtones à la définition et à la mise en œuvre de politiques, de programmes et d'activités qui concernent la gestion des territoires et la gestion de leurs économies, et qui visent

<sup>18</sup> Au cœur de l'identité des peuples autochtones se trouve la relation spirituelle qu'ils entretiennent avec les ressources et les territoires ancestraux, qui constituent le fondement de leurs cultures et de leurs moyens d'existence. L'accès à ces ressources et leur gestion sont régis par des lois coutumières complexes dont le FIDA se doit d'acquiescer une juste compréhension.

<sup>19</sup> Dans bien des régions du monde, les peuples autochtones sont les dépositaires de savoirs uniques et les gardiens de la diversité biologique. Leurs savoirs sont de plus en plus reconnus pour les importants éclairages qu'ils apportent sur les processus d'observation, d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques, sur l'utilisation durable et la préservation de la biodiversité, ainsi que sur les pratiques médicales non conventionnelles et les propriétés nutritionnelles des espèces.

parallèlement à préserver leur habitat par l'application de stratégies de conservation et d'adaptation ancrées dans leurs pratiques et savoirs ancestraux.

- **Accès aux marchés.** Le FIDA promeut les activités économiques et la production des peuples autochtones<sup>20</sup>, et apporte son appui à leurs entreprises locales, à leurs initiatives économiques et à la reconnaissance des [systèmes de garantie participative](#). Il est particulièrement attentif à la question de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes autochtones. À cet effet, il améliore l'accès aux marchés pour les produits des peuples autochtones (y compris les semences, les cultures, les fruits, les légumes, la viande, le lait, le bétail, les produits halieutiques et les produits non agricoles), mais également les informations sur les marchés, les infrastructures et les technologies.
- **Autonomisation.** Le FIDA appuie l'autonomisation des peuples autochtones en fournissant des ressources pour le renforcement des capacités, afin qu'ils soient mieux à même de dialoguer et de négocier efficacement avec les autorités locales et nationales, les entreprises privées et les autres parties concernées, l'objectif étant qu'ils obtiennent et assurent la gestion de leurs ressources, et conduisent leurs propres processus de développement. Une attention particulière est accordée à la réduction des inégalités et à l'autonomisation sociale et économique des jeunes autochtones au moyen d'initiatives tenant compte des relations entre les générations, l'objectif étant que leurs savoirs, leur identité et leurs traditions soient transmis à la génération suivante. Les initiatives seront conformes à [l'approche pour les jeunes et au plan d'action du Fonds en faveur des jeunes](#).
- **Égalité femmes-hommes.** Dans le cadre de son engagement à accentuer l'impact de ses programmes en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes, le FIDA fait une place particulière à l'autonomisation des femmes autochtones<sup>21</sup> moyennant: i) l'amélioration de leur accès aux ressources telles que la terre, le capital, les savoirs traditionnels et les technologies, ainsi que du contrôle qu'elles exercent sur ces ressources; ii) le renforcement de leur capacité d'action et de leur participation aux décisions qui concernent leur communauté, et l'amélioration de leur représentation au sein des institutions locales; iii) le recours à leur potentiel en matière de développement durable, qui demeure insuffisamment exploité, en valorisant le rôle qu'elles jouent en faveur de la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, et en tant que gardiennes de savoirs traditionnels riches et variés.
- **Souveraineté alimentaire, sécurité alimentaire et nutrition.** Conformément aux recommandations du Sommet sur les systèmes alimentaires, le FIDA contribue à assurer la protection et la préservation des [systèmes alimentaires des peuples autochtones](#), qui dépendent fortement de la sécurisation de leurs droits d'accès à leurs terres, leurs territoires et leurs

<sup>20</sup> L'équilibre avec la nature, la responsabilité sociale et la réciprocité sont des principes fondamentaux inscrits dans la culture de la plupart des peuples autochtones du monde entier. La durabilité des ressources fait partie intégrante des valeurs spirituelles des peuples autochtones et du système de gestion de leurs ressources. Bien que cet équilibre soit en train de chanceler sous l'effet de la demande croissante de liquidités, et de la transition d'un nombre croissant de personnes autochtones de la production de subsistance vers une production à vocation commerciale, les peuples autochtones demeurent fidèles à leur vision de « l'économie des peuples autochtones », dont le principe directeur est la distribution, qui s'oppose au principe d'accumulation, qui régit l'économie de marché. Selon leur philosophie, la distribution est fondée sur la valeur de solidarité collective, alors que l'accumulation repose, quant à elle, sur l'individualisme. Source: Economía Indígena, <https://www.territorioindigenaygobernanza.com/web/economia-indigena/>.

<sup>21</sup> Les femmes autochtones sont souvent victimes d'une triple discrimination: en tant que femmes, dans leur pays; en tant que membres d'une communauté autochtone; et en tant que femmes, au sein des communautés autochtones.

ressources naturelles, et sont étroitement liés à leur bien-être culturel, social et spirituel. Dans le cadre de ses investissements, le FIDA favorise: i) les sources d'alimentation variées et autochtones, ainsi que les pratiques culturelles et sociales liées à la cueillette et à la production de nourriture; ii) les pratiques de gestion agroécologique et de gestion des territoires; iii) la disponibilité, l'accessibilité, la modicité des prix et la consommation d'aliments variés et nutritifs, y compris les [espèces négligées ou sous-utilisées](#), et la protection génétique de ces dernières.

39. Le personnel du FIDA respecte les principes énoncés ci-dessus lors de la formulation des stratégies de pays et des concertations sur les politiques et tout au long du cycle des projets.

## V. Théorie du changement

<b>Résultats en matière de développement</b>	D'ici à 2032, faire en sorte que 11 millions de personnes autochtones vivant en milieu rural disposent des moyens nécessaires pour améliorer leurs droits, leur bien-être, leurs revenus, leur souveraineté alimentaire et leur sécurité nutritionnelle, ainsi que leur résilience face aux changements climatiques, en favorisant un développement autonome qui s'appuie sur leur identité, leur spiritualité et leurs savoirs.
<b>Résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les peuples autochtones disposent des moyens nécessaires pour participer efficacement à l'élaboration des politiques et des projets du FIDA.</li> <li>✓ Les organisations des peuples autochtones et le FIDA se concertent systématiquement et participent conjointement aux processus mondiaux, régionaux et nationaux.</li> <li>✓ Augmentation du financement au titre de l'IPAF mobilisé auprès de sources multilatérales et bilatérales diverses.</li> <li>✓ Augmentation des ressources allouées au financement de l'action climatique et environnementale destinées aux organisations des peuples autochtones et gérées par celles-ci.</li> <li>✓ Le FIDA fait figure d'exemple à suivre à l'échelle mondiale étant donné le partenariat qu'il a noué avec les peuples autochtones, et comme chef de file dans la production et la mise en pratique de savoirs et de démarches adaptés.</li> </ul>
<b>Domaines d'action (interventions)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Participation des populations autochtones aux programmes pertinents du FIDA par l'intermédiaire de processus consultatifs locaux et nationaux.</li> <li>✓ Mise en œuvre systématique du processus de consentement préalable, libre et éclairé dans le cadre des investissements du FIDA.</li> <li>✓ Relèvement du niveau de la contribution du FIDA à l'élaboration des politiques et au plaidoyer aux niveaux mondial, régional et national grâce à l'allocation d'un niveau suffisant de ressources financières et humaines.</li> <li>✓ Développement des capacités des organisations des peuples autochtones.</li> <li>✓ Mobilisation des ressources.</li> <li>✓ Production et diffusion des savoirs.</li> </ul>
<b>Orientations stratégiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➢ Contribution plus active, au niveau national, à l'élaboration des politiques touchant aux questions relatives aux peuples autochtones.</li> <li>➢ Augmentation des investissements et orientation des ressources destinées à financer l'action environnementale et climatique vers les peuples autochtones.</li> <li>➢ Gestion des savoirs et apprentissage.</li> <li>➢ Consolidation des partenariats noués avec les organisations des peuples autochtones et élargissement de leur rôle en tant que partenaires solidaires dans la mobilisation des ressources du FIDA.</li> </ul>
<b>Difficultés</b>	Les peuples autochtones se heurtent à la discrimination, à l'exclusion et à la désintégration culturelle. Ils pâtissent du manque de reconnaissance de leurs droits collectifs sur les territoires et les ressources naturelles, ce qui les rend plus vulnérables aux effets des changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à la perte de biodiversité. À l'échelle mondiale, dans les zones rurales, les peuples autochtones représentent 20,8% des personnes en situation d'extrême pauvreté, ils sont deux fois plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté que les personnes non autochtones <sup>22</sup> , et ils sont aux prises avec l'avancée de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Pour venir à bout de ces difficultés, il est indispensable de renforcer les politiques, les investissements et les capacités.

## VI. Mise en œuvre de la politique

40. La nouvelle politique guidera l'action globale du FIDA aux côtés des peuples autochtones au cours de la prochaine décennie (2022-2032). Les six principaux instruments de mise en œuvre de la politique sont décrits en détail dans l'annexe I: i) le Forum des peuples autochtones au FIDA; ii) les programmes de pays; iii) les

<sup>22</sup> Rapport du Bureau international du Travail, [Travailler pour bâtir un avenir meilleur – Commission mondiale sur l'avenir du travail](#), 2019.

instruments de financement; iv) la participation à l'élaboration des politiques et les partenariats; v) les ressources humaines; vi) la gestion des connaissances.



## Instruments de mise en œuvre de la politique

### A. Le Forum des peuples autochtones au FIDA

1. Le [Forum des peuples autochtones au FIDA \(IPFI\)](#) sera le principal instrument de contrôle stratégique et continuera de fournir des orientations stratégiques dans le cadre de l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.
2. La mise en œuvre et le suivi globaux de la politique, en ce qui concerne les opérations, seront assurés de manière progressive dans le cadre des plans d'action régionaux semestriels adoptés lors de la réunion mondiale de l'IPFI, qui a lieu tous les deux ans.
3. L'IPFI sera renforcé au niveau national par des groupes de coordination nationaux qui seront constitués, entre autres, de représentants des peuples autochtones participant au Forum qui se pencheront, en consultation avec les équipes de pays du FIDA, sur les questions et investissements pertinents.
4. L'IPFI continuera de faire progresser la cause du FIDA dans le cadre de la mobilisation des ressources, comme ce fut le cas lors des deux dernières consultations sur leur reconstitution.

### B. Programmes de pays

5. Les populations autochtones qui sont ciblées par un projet soutenu par le FIDA ou en subissent les effets seront associées à toutes les étapes du cycle du projet. Dans le cadre de sa collaboration avec des États membres sur des projets conçus au profit des peuples autochtones, le FIDA soutiendra la participation pleine et effective de ces peuples à la définition de leurs priorités et stratégies en vue d'exercer leur droit au développement. Dans ce contexte, la politique du FIDA expose l'ambition visant à ce que, d'ici à 2032, selon les ressources et les capacités disponibles, les opérations et les investissements pertinents du FIDA démontrent clairement ce qui suit:
6. Les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) s'appliquent à tous les investissements et opérations non souveraines du FIDA, y compris à l'assistance technique. La norme n° 4 des PESEC définit les exigences obligatoires, qui comprennent l'obtention du consentement libre, préalable et éclairé, que les emprunteurs, les bénéficiaires et les partenaires doivent appliquer à tous les projets qui ciblent les peuples autochtones ou les zones rurales où vivent ces peuples. Les PESEC comprennent également un mécanisme de réponse aux doléances.
7. **Stratégies de pays.** Dans 100% des études préparatoires des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP), dans les pays<sup>23</sup> où les peuples autochtones sont exposés à la pauvreté rurale, à la dénutrition et aux effets des changements climatiques, l'analyse s'appuiera sur des données ventilées par appartenance à un groupe autochtone, et les stratégies de pays prendront ces aspects en compte dans les dimensions de la pauvreté rurale de chaque pays. On adoptera la même démarche dans le cas des pays qui ne reconnaissent pas les peuples autochtones, mais dans lesquels le FIDA a la possibilité d'apporter un appui différencié. Conformément à ses cadres et directives, le FIDA s'engage à prendre les mesures suivantes:
  - organiser des consultations avec les peuples autochtones, et inviter des représentants des peuples autochtones à rejoindre les équipes responsables de l'élaboration des stratégies de pays afin de faciliter les consultations avec les peuples autochtones et de recueillir leurs contributions;

<sup>23</sup> Parmi les COSOP approuvés en 2010 et 2021, 39% ont pris en considération les questions relatives aux peuples autochtones.

- proposer à ses interlocuteurs gouvernementaux d'inviter des représentants des peuples autochtones à l'atelier de conception de la stratégie de pays.
8. **Conception des projets.** Actuellement, 30% des opérations du programme de prêts du FIDA incluent les peuples autochtones dans leurs groupes cibles. L'ambition pour la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) est d'augmenter progressivement les investissements qui accordent la priorité aux peuples autochtones<sup>24</sup>. De nouvelles conceptions de projets permettront de mieux cibler les peuples autochtones tout en optimisant l'efficacité de l'administration et de la supervision des ressources qui leur sont consacrées, en s'appuyant sur les enseignements qui auront été tirés et des éléments concrets recueillis pendant l'exécution. L'objectif global de 11 millions de personnes autochtones devrait être atteint d'ici à 2032, grâce à l'augmentation progressive du nombre de projets accordant la priorité aux peuples autochtones<sup>25</sup>.
  9. **Suivi-évaluation.** Le FIDA renforcera ses systèmes de suivi-évaluation afin d'inclure des données sur la portée ventilées selon l'appartenance à un ménage autochtone, et des données sur les personnes autochtones ventilées par sexe et par âge. Des indicateurs spécifiques au niveau des projets mesurant le bien-être, la pauvreté et la durabilité, et se rapportant également aux droits des peuples autochtones à la terre, aux territoires et aux ressources d'une manière qui leur soit pertinente, inspirés de travaux en cours dans d'autres organisations, seront mis à la disposition des équipes de conception des projets afin de compléter les indicateurs d'effet direct et de l'impact des projets conventionnels<sup>26</sup>. D'ici à l'horizon 2032, le FIDA aura renforcé l'intégration des processus de retour d'informations dans les systèmes de suivi-évaluation des projets et ceux-ci seront consolidés conformément au Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes.
  10. Le FIDA utilise actuellement plusieurs outils de suivi pour faire le bilan des projets qui ciblent les peuples autochtones. D'ici à 2032, le FIDA disposera d'un Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO) plus performant qui sera doté de données plus fines sur les peuples autochtones, et que le personnel pourra utiliser pour prendre des décisions éclairées et produire les rapports institutionnels.

## C. Instruments de financement

11. Bien que le FIDA ait financé de nombreux projets ciblant les peuples autochtones dans le cadre de son programme de prêts ordinaires, le financement sous forme de dons est particulièrement important, étant donné qu'il permet d'accroître la capacité des pays à intégrer les questions relatives aux peuples autochtones au niveau des politiques, de financer des programmes pilotes innovants, et de fournir un appui direct aux organisations des peuples autochtones grâce au renforcement institutionnel et au développement des capacités. Le FIDA continuera de financer des dons régionaux et des dons spécifiques aux pays pour renforcer les capacités des organisations des peuples autochtones, pour améliorer le cadre d'action et le contexte d'investissement, pour soutenir l'innovation et appuyer les activités de gestion des connaissances. En outre, le Fonds examinera la possibilité d'actionner ses instruments récemment adoptés, tels que l'assistance technique remboursable et les opérations non souveraines, pour pourvoir aux moyens d'existence des peuples autochtones.

<sup>24</sup> Au titre des engagements pris pour FIDA12, au moins 10 nouveaux projets cibleront en priorité les peuples autochtones dès l'étape de la conception. Conformément au seuil fixé pour ces 10 projets, les personnes autochtones doivent représenter au moins 30% des bénéficiaires. La présente politique a pour objectif de doubler ce chiffre d'ici à 2032.

<sup>25</sup> À titre indicatif, l'évolution se ferait comme suit: 10 projets (FIDA12), 13 projets (FIDA13), 16 projets (FIDA14) et 20 projets (FIDA15).

<sup>26</sup> Voir l'appendice VI.

12. **Financement de l'action climatique.** Grâce à l'expérience acquise en matière de financement de l'action climatique dans le cadre de projets menés dans des régions où vivent des peuples autochtones, et s'appuyant sur la reconnaissance croissante, au niveau mondial, du rôle que les savoirs des peuples autochtones jouent dans l'élaboration de solutions d'ordre climatique<sup>27</sup>, le FIDA s'efforcera d'agir de manière proactive et d'orienter le financement de l'action climatique vers les peuples autochtones par l'intermédiaire de ses programmes de pays, tout en se positionnant comme chef de file en matière d'engagement aux côtés des peuples autochtones au sein des fonds pour le climat<sup>28</sup>. En outre, le FIDA fera valoir auprès des donateurs et des responsables des fonds climatiques que le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) constitue un relais permettant aux peuples autochtones d'accéder directement au financement climatique.
13. L'**IPAF** est une plateforme efficace qui permet de faire parvenir directement le financement aux populations autochtones. Le FIDA continuera de renforcer l'IPAF, notamment dans sa fonction de relais du financement climatique vers la préservation de l'intégrité des forêts, un engagement inscrit dans le Pacte de Glasgow pour le climat. L'IPAF a apporté un appui indispensable, qui a permis de renforcer les capacités des organisations des peuples autochtones et, par conséquent, d'améliorer l'efficacité et les possibilités de reproduction à plus grande échelle. Le FIDA mobilisera des ressources au profit de l'IPAF, notamment sous forme de dons ordinaires, et s'efforcera de mobiliser des ressources auprès des donateurs en partenariat avec les peuples autochtones.

#### **D. Participation à l'élaboration des politiques et partenariats**

14. **Contribution à l'élaboration des politiques au niveau national.** Le FIDA prendra activement l'initiative d'utiliser les canaux de communication existants avec les gouvernements nationaux et ses partenaires pour les sensibiliser aux questions relatives aux peuples autochtones, dans le cadre de son propre portefeuille d'opérations et sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires, dans le cas des sujets connexes. Dans le cadre de sa participation à la concertation sur les politiques<sup>29</sup> concernant, entre autres, les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation, le FIDA s'efforcera d'élargir les consultations afin d'inclure un éventail de parties prenantes et d'institutions nationales travaillant avec et pour les peuples autochtones.
15. **Partenariats avec des organisations des peuples autochtones.** Le FIDA continuera de promouvoir un dialogue systématique avec les peuples autochtones par l'intermédiaire de l'IPFI<sup>30</sup>, qui constituera l'instrument principal pour le dialogue stratégique, le plaidoyer et la participation à l'élaboration des politiques aux niveaux institutionnel et mondial, en vue d'assurer un appui financier prévisible à l'IPFI. Les délégués des peuples autochtones participant aux sessions mondiales de l'IPFI, qui se tiennent tous les deux ans en marge des sessions du Conseil des gouverneurs du FIDA, assistent également aux sessions du Conseil des gouverneurs en qualité d'observateurs. Dans le cadre de l'engagement évolutif du FIDA aux côtés des organisations de la société civile rurale, lorsque des points concernant les peuples autochtones sont inscrits à l'ordre du jour des discussions, des représentants sélectionnés du Comité de pilotage de l'IPFI seront invités à assister aux sessions du Conseil d'administration à titre d'observateurs, conformément au Règlement intérieur du Conseil d'administration du FIDA. Ces représentants peuvent également être invités à participer à des réunions informelles où des points pertinents sont examinés<sup>31</sup>. En outre, comme prescrit par les parties prenantes de

<sup>27</sup> Cette reconnaissance s'est concrétisée par le Pacte de Glasgow pour le climat et [l'annonce d'une allocation d'une enveloppe de 1,7 milliard d'USD en faveur des peuples autochtones et des communautés locales](#).

<sup>28</sup> Voir l'annexe III.

<sup>29</sup> Voir l'appendice IV.

<sup>30</sup> Voir l'appendice II.

<sup>31</sup> Par exemple, les points de l'ordre du jour concernant les COSOP, les propositions de projets et de programmes, et les propositions de dons à l'examen qui portent sur des zones où vivent les peuples autochtones.

l'IPFI, un membre du Comité de pilotage de l'IPFI fera partie des membres des comités consultatifs du [Programme pour la résilience du monde rural](#) et du [Programme de participation du secteur privé au financement](#).

16. **Partenariats avec d'autres parties prenantes.** Le FIDA accentuera ses efforts pour combiner ses propres ressources avec celles d'autres institutions, y compris les institutions financières internationales (IFI), afin de créer des synergies, de réaliser des économies d'échelle, de diffuser les enseignements et d'intensifier les activités de plaidoyer. En partenariat avec l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) et le Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones (Groupe d'appui interorganisations), le FIDA contribuera à la mise en œuvre du [plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) visant à garantir l'unité de l'action menée pour réaliser les objectifs définis dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En outre, le FIDA nouera un partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour la mise en œuvre d'actions spécifiques (concernant, par exemple, les systèmes alimentaires durables, l'autonomisation par les technologies numériques, la biodiversité et le climat) dans le cadre du Plan d'action mondial de la Décennie internationale des langues autochtones. En qualité de membre de la [Coalition internationale pour l'accès à la terre](#), le Fonds bénéficiera de l'expertise des autres membres de la Coalition et les consultera au niveau local dans le cadre de la participation à la concertation sur les politiques relatives à la terre et aux territoires. Le FIDA consolidera la coopération de longue date qui l'unit aux autres organismes ayant leur siège à Rome, notamment la [Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones](#), et renforcera sa collaboration avec l'unité chargée des peuples autochtones de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), y compris le Groupe des amis des peuples autochtones basé à Rome, créé à la FAO en 2019. Le FIDA poursuivra également sa collaboration avec le Groupe de travail international pour les affaires autochtones en tant que partenaire stratégique pour la fourniture d'un appui consultatif technique. Le FIDA renforcera ses partenariats dans les domaines de la biodiversité et des changements climatiques, et dans le cadre des processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, notamment avec le [Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques](#) et la [Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones](#), ainsi qu'avec l'[Alliance Bioversity International-Centre international d'agriculture tropicale \(CIAT\)](#), le Fonds vert pour le climat (FVC) et d'autres fonds pour le climat et l'environnement.

## E. Ressources humaines

17. Le respect des principes d'action et des instruments, procédures et questions institutionnelles découlant de cette politique nécessitera un renforcement des capacités du personnel du FIDA et du personnel des projets, ainsi qu'une augmentation des effectifs. Si un financement pour les ressources humaines sera sollicité lors des Consultations sur FIDA13 et FIDA14, ainsi qu'au moyen de la mobilisation de fonds supplémentaires, des fonctions supplémentaires relatives aux peuples autochtones seront fusionnées avec les postes existants et les nouveaux postes relevant des domaines de l'environnement, du climat et de l'inclusion sociale. Un programme de stages pour les jeunes autochtones sera également mis en place. Parallèlement, une démarche de renforcement des capacités concernant les questions relatives aux peuples autochtones sera appliquée à l'échelle du FIDA, et appuyée par des activités de formation et d'apprentissage en ligne (voir la section VI ci-après).
18. **Stages pour les jeunes autochtones.** Compte tenu des expériences positives antérieures, le FIDA accueillera chaque année deux jeunes stagiaires autochtones au siège dans le cadre du programme de stages élargi du Fonds, et quatre jeunes

stagiaires autochtones dans des bureaux régionaux ou de pays, afin d'offrir aux jeunes autochtones la possibilité d'acquérir une expérience d'apprentissage sur une période de six mois<sup>32</sup>.

## F. Gestion des savoirs

19. La mise en œuvre de la présente politique doit impérativement aller de pair avec un renforcement du processus interne de diffusion des informations, de production et de gestion des connaissances, de développement des capacités et d'accompagnement par les pairs. Sur ce point, alors qu'une boîte à outils numérique et une formation en ligne ont récemment été mises en place, des activités complémentaires de renforcement des capacités destinées au personnel ayant des responsabilités en matière d'inclusion sociale seront développées, en faisant œuvre commune autant que possible avec les programmes d'apprentissage d'autres organisations comme la FAO, le Groupe d'appui interorganisations, le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail, à Turin, et les organisations des peuples autochtones régionales. En outre, les mécanismes existants permettant la communication de l'information, comme les notes thématiques, les groupes thématiques, les examens du portefeuille et les ateliers, seront utilisés pour relayer les informations et les connaissances auprès d'un réseau plus étendu comprenant des membres du personnel, d'autres organismes<sup>33</sup> et des parties intéressées. Le FIDA fera en sorte que l'engagement de l'institution aux côtés des peuples autochtones soit mis en avant dans ses communications publiques et ses activités de sensibilisation. On trouvera une liste des supports de connaissances existants à l'appendice VIII.
20. Le groupe de travail interdépartemental qui a été mobilisé pour mettre à jour la présente politique sera maintenu dans ses fonctions pour suivre la mise en œuvre de la politique, servir de mécanisme de soutien entre les pairs et renforcer l'engagement aux côtés des peuples autochtones dans les activités du FIDA et au niveau international, y compris dans le cadre de la collaboration avec l'UNPFII et le Groupe d'appui interorganisations, ainsi que la gestion de l'IPAF, en étroite coopération avec l'IPFI.
21. **Diffusion de la politique.** Afin que le personnel comprenne la politique actualisée et la mette en œuvre, des séminaires seront organisés avec le personnel du FIDA et le personnel des projets une fois la politique approuvée. Des formations de renforcement des capacités sur la présente politique et sur la future stratégie de ciblage du FIDA seront mises en place. La politique actualisée et la documentation s'y rapportant seront publiées sur Internet en vue d'une large distribution. La politique sera largement diffusée auprès de l'UNPFII, du Groupe d'appui interorganisations, de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, ainsi que des réseaux et organisations partenaires des peuples autochtones. Les rencontres internationales, régionales et nationales, y compris les ateliers de démarrage et d'exécution des projets, seront également l'occasion d'assurer la diffusion de la politique.
22. **Rapports sur la mise en œuvre de la politique.** Le FIDA fournira des informations actualisées sur la mise en œuvre de la présente politique en utilisant les modèles de rapport existants, parmi lesquels le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement, publié annuellement.
23. Les informations actualisées sur la mise en œuvre de la politique seront systématiquement fournies dans les rapports bisannuels détaillant les progrès réalisés dans le cadre de l'engagement du FIDA aux côtés des peuples

<sup>32</sup> Le FIDA se rapprochera d'autres initiatives de formation ou de stage dans d'autres institutions des Nations Unies et des universités, et s'efforcera d'harmoniser ses procédures de sélection des jeunes stagiaires autochtones avec celles de ces institutions.

<sup>33</sup> Notamment par l'intermédiaire du [Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales](#).

autochtones<sup>34</sup>, qui sont établis en prévision des réunions mondiales de l'IPFI, dans le cadre des plans d'action régionaux approuvés par les peuples autochtones et le FIDA. La mise en œuvre de cette politique actualisée fera l'objet d'une évaluation par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA cinq ans après l'approbation de la politique.

---

<sup>34</sup> L'intégralité des rapports sont disponibles sur le site Web du FIDA, [sur la page consacrée à l'IPFI](#).

## Données récapitulatives sur les stratégies de pays, les projets financés par le FIDA et l'IPAF

Tableau 1

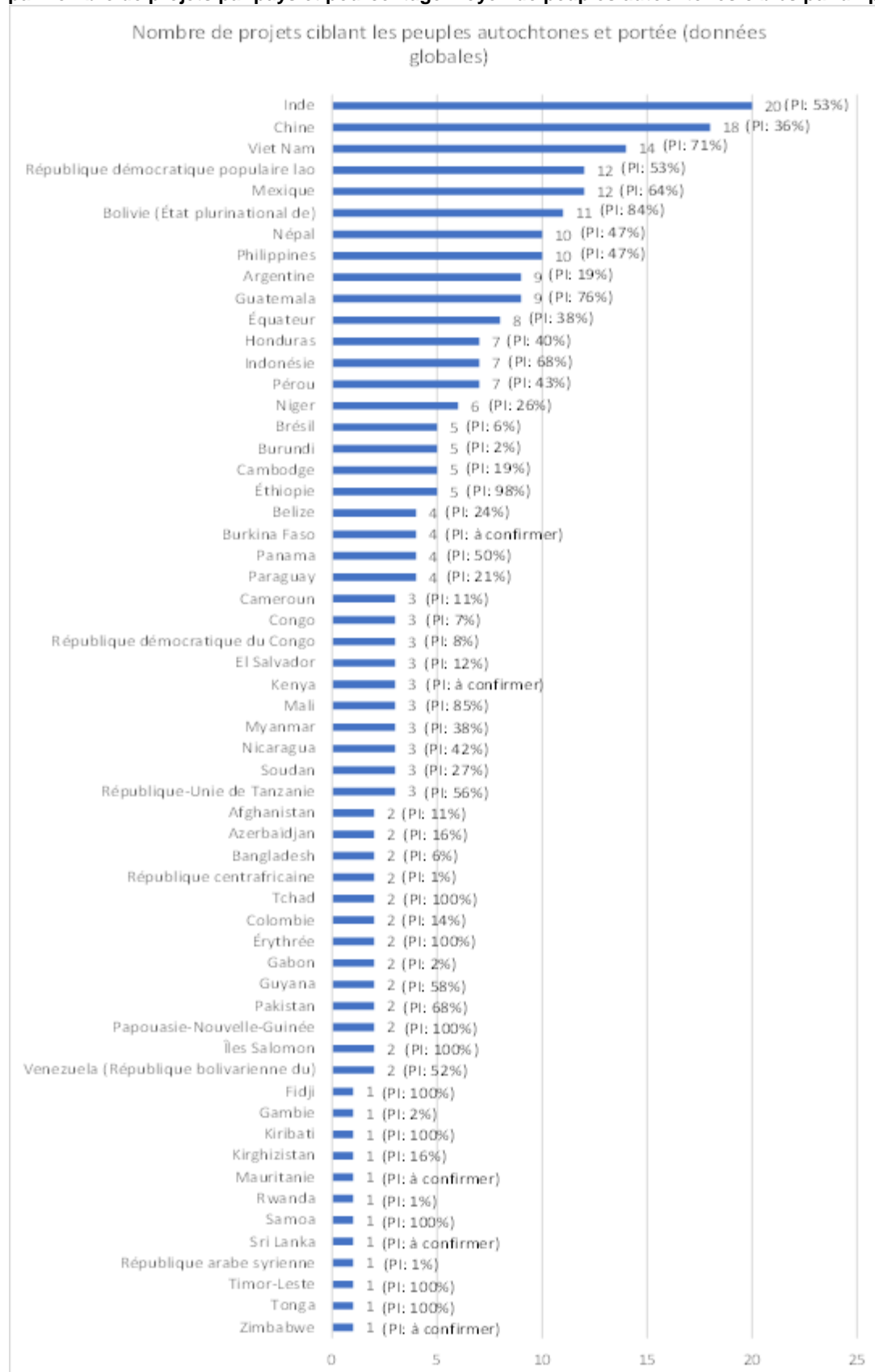
**Données sur les projets financés par le FIDA ciblant les peuples autochtones et tribaux et les minorités ethniques<sup>35</sup>**

<i>Ensemble de données</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Estimation du nombre de personnes autochtones ciblées (en millions)</i>	<i>Estimation du financement du FIDA en faveur des peuples autochtones (en milliards d'USD)</i>	<i>Estimation du cofinancement en faveur des peuples autochtones (en milliards d'USD)</i>	<i>Estimation du financement total en faveur des peuples autochtones (en milliards d'USD)</i>
Données globales (1979-2022)	266	45	2,2	4,2	6,4
Portefeuille d'activités en cours	83	8,7	0,851	1,7	2,6

<sup>35</sup> Note méthodologique: Depuis 2007, la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale (ECG) tient une base de données de projets ciblant les peuples autochtones, sélectionnés sur la base des renseignements figurant dans les rapports de conception de projet validés par les directeurs et directrices de pays. Les données sur la portée auprès des peuples autochtones proviennent du SGRO, lorsqu'elles sont disponibles, et de la base de données d'ECG. Les données sur les stratégies de pays ont été obtenues à partir d'un examen documentaire.

Figure 1

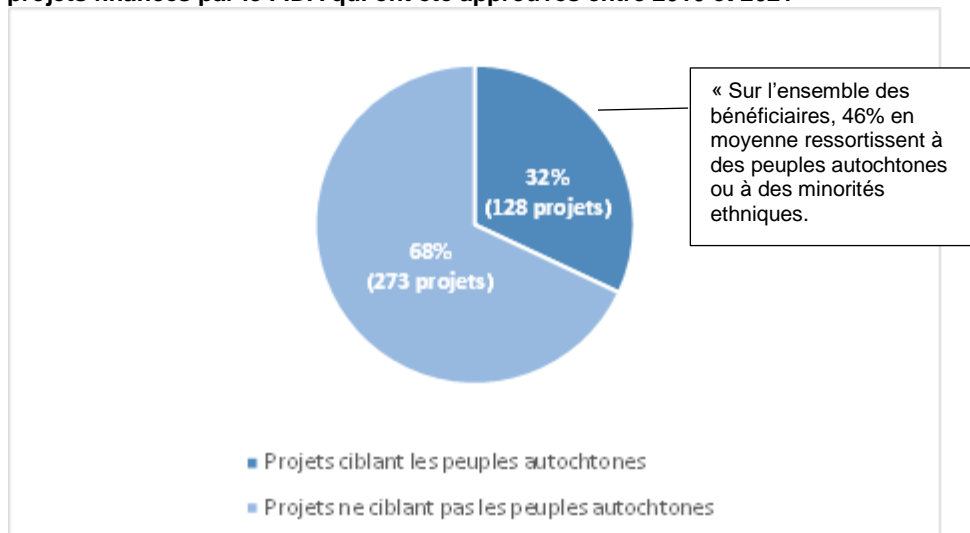
**Projets financés par le FIDA et ciblant des peuples autochtones ou tribaux ou des minorités ethniques, par nombre de projets par pays et pourcentage moyen de peuples autochtones ciblés par un projet**





Graphique 1

**Les peuples autochtones et tribaux et les minorités ethniques sont ciblés dans environ un tiers des projets financés par le FIDA qui ont été approuvés entre 2010 et 2021**



Graphique 2

**COSOP et notes de stratégie de pays** – Parmi les COSOP et les notes de stratégie de pays approuvés entre 2010 et 2021, 39% prennent en compte les questions relatives aux peuples autochtones et tribaux et aux minorités ethniques

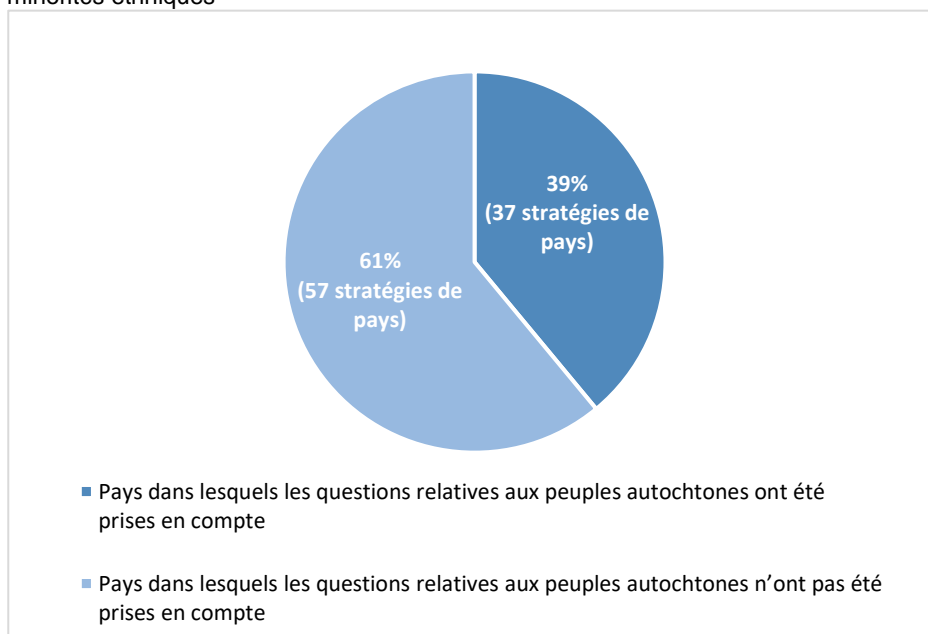


Figure 2  
**Projets de dons financés au titre du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (20 000 à 50 000 USD chacun) sur cinq cycles (2007-2018)**

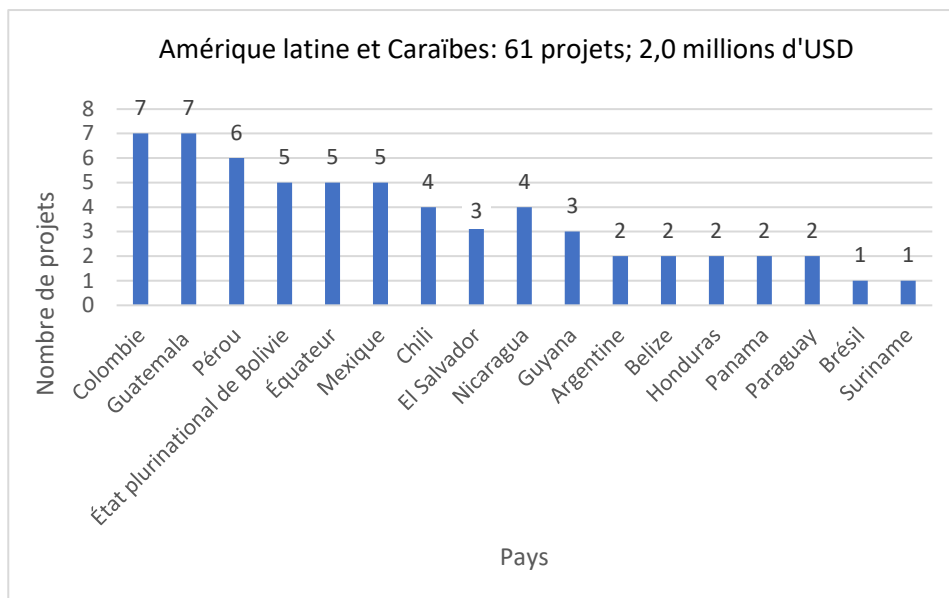


Figure 3  
**Projets de dons financés au titre du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (20 000 à 50 000 USD chacun) sur cinq cycles (2007-2018)**

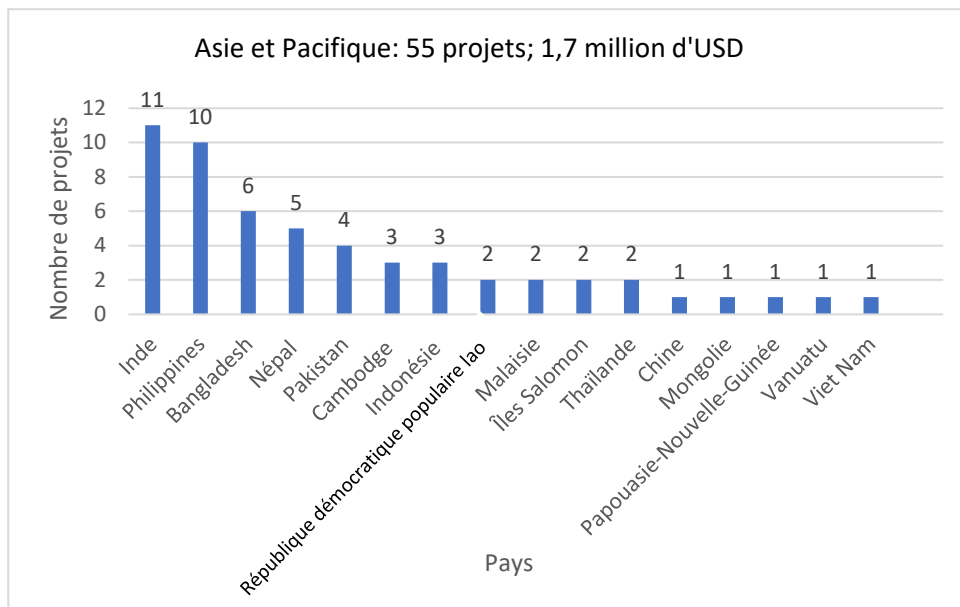
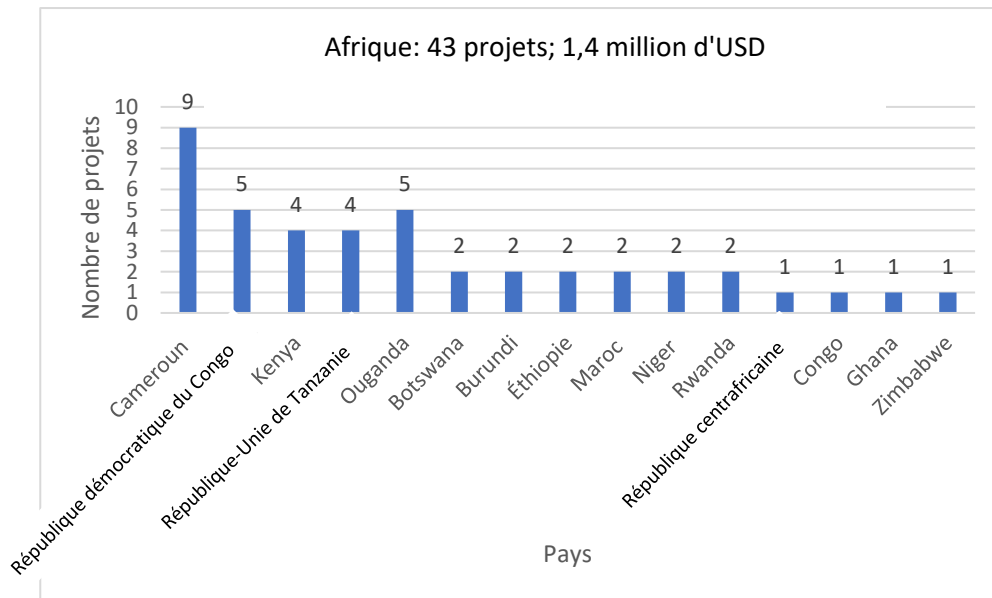


Figure 4

**Projets de dons financés au titre du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (20 000 à 50 000 USD chacun) sur cinq cycles (2007-2018)**



## Bonnes pratiques et enseignements tirés

### **I. Les droits collectifs des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources naturelles dans les projets financés par le FIDA**

1. Une analyse du portefeuille du FIDA pour la période 2012-2016 montre que 134 projets comprennent des mesures de sécurité foncière, concernant 58 pays en développement. Sur ces 134 projets, 118 sont financés par des prêts et 16 par des dons – soit près de 30% de l'ensemble des prêts du FIDA pendant cette période. L'investissement financier consacré à la sécurité foncière dans le cadre de ces projets s'élève à environ 317 millions d'USD, dont 177 millions d'USD (56%) directement financés par le FIDA. Des peuples autochtones figurent parmi les groupes cibles de 57 projets sur les 134 (42%). L'analyse montre en outre que, sur ces 57 projets, environ 30 (53%) apportent spécifiquement un appui aux droits fonciers collectifs des peuples autochtones, principalement en Asie et en Amérique latine. Cet appui est fondé sur des points de vue différents et complémentaires. En Inde, par exemple, le Projet de développement en faveur des populations tribales de l'Orissa et le Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa (OTELP) étaient axés sur la sécurisation des titres fonciers des ménages tribaux au moyen de la régularisation des terres tribales, de la redynamisation des systèmes traditionnels de tenure des sols et de l'application de lois et de règlements comme la loi sur les droits forestiers. Le programme OTELP a appuyé la sécurisation de 74 titres communautaires au titre de cette loi. Aux Philippines, le Second projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera (CHARMP 2), exécuté dans 82 *barangays* (petites unités territoriales et administratives), a permis la sécurisation des droits fonciers collectifs pour les peuples autochtones, qui représentaient 90% de la population cible. Pour en savoir plus sur les études de cas portant sur l'État plurinational de Bolivie, le Népal et le Tchad, et sur les projets financés par l'IPAF en Afrique, veuillez consulter le rapport intitulé [Les droits collectifs des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources naturelles](#).
2. Outre qu'elle constitue un droit humain fondamental des personnes vivant sur ces territoires et dont les moyens d'existence dépendent des ressources locales, la sécurisation des droits fonciers collectifs s'est avérée capitale pour le développement économique, ainsi que comme moyen de réduire le risque financier des investissements. D'importants problèmes subsistent néanmoins. Bien que l'attribution de titres individuels de propriété ait été encouragée dans de nombreux pays, la plupart des États demeurent toutefois réticents à l'idée de reconnaître les formes collectives de propriété foncière pour les peuples autochtones. Du point de vue juridique, les situations varient considérablement d'un pays à l'autre, y compris dans une même région. Les démarches et les mesures visant à sécuriser les droits collectifs des peuples autochtones sur des territoires et des ressources doivent par conséquent être souples, adaptées à chaque contexte et planifiées en étroite concertation avec les peuples autochtones et leurs institutions. Les principaux enseignements tirés sont notamment les suivants:
  - La reconnaissance des droits collectifs des peuples autochtones sur les terres, les territoires et les ressources ouvre la voie à la réduction de la pauvreté et au développement durable.
  - Le principe du consentement préalable, libre et éclairé (voir la partie II ci-après pour plus de précisions) doit être intégré à chaque initiative visant à sécuriser des droits collectifs sur la terre. Pour garantir l'accès des peuples autochtones aux territoires traditionnels et l'attribution de titres officiels de

propriété de ces territoires, il est nécessaire de mettre en place des activités complémentaires, comme la planification collective de l'utilisation des terres et la gestion collective des ressources naturelles, la création de possibilités de génération de revenus, et le renforcement des capacités. Les expériences de l'Inde et des Philippines ont montré que ces solutions sont plus susceptibles de s'inscrire dans la durée lorsqu'elles sont mises en œuvre dans le cadre d'une stratégie à long terme.

- Les droits fonciers collectifs des peuples autochtones sont indissociables de leur droit à l'alimentation, étant donné que ces peuples dépendent de la terre et des ressources connexes pour assurer leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. Dans ce contexte, le FIDA a placé la sécurité alimentaire et nutritionnelle au cœur de toutes ses opérations, en favorisant les systèmes agricoles autochtones, en encourageant une approche intégrée de l'amélioration de la nutrition, et en renforçant la résilience des systèmes alimentaires autochtones.
  - Il est impératif d'appuyer l'accès à l'information et le renforcement des capacités concernant les droits collectifs sur les terres, les territoires et les ressources, afin que les peuples autochtones puissent faire valoir leurs droits. En effet, les peuples autochtones sont souvent entravés par l'accès limité aux informations relatives à leurs droits, et leur manque de capacités en matière de recours juridiques pour la sécurisation de l'accès à leurs territoires traditionnels et l'obtention de titres de propriété foncière sur ces territoires.
  - Les moyens d'existence singuliers des peuples autochtones et leurs savoirs écologiques traditionnels contribuent de façon significative à favoriser un développement durable sobre en carbone, à la conservation de la diversité biologique, et à la diversité génétique. Les projets en rapport avec les changements climatiques peuvent toutefois créer des obstacles à la propriété des terres autochtones s'ils sont exécutés sur des territoires autochtones sans que soient entreprises des consultations pour obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des populations. C'est pourquoi la participation des peuples autochtones à la prise de décisions est essentielle pour aborder les changements climatiques d'une manière qui soit compatible avec les obligations en matière de droits humains.
  - La démarche adoptée par le FIDA pour garantir une égale participation des femmes et des hommes aux activités des projets au niveau des villages a considérablement amélioré la participation des femmes aux processus décisionnels liés à l'utilisation et à la gestion collectives des terres et des ressources. L'expérience a montré que la participation active des femmes aux processus collectifs, comme l'élaboration de plans d'aménagement des bassins versants et de plans de développement, ainsi que la cartographie participative communautaire et la cartographie de la biodiversité, a exercé une forte influence sur les effets de ces processus.
  - Il est de même important de veiller à l'inclusion des jeunes autochtones dans le processus d'accès aux droits collectifs sur les terres et dans la protection de ces droits. Le recours aux stratégies intergénérationnelles au niveau local a fait la preuve de son efficacité, car il a permis de fédérer plusieurs générations autour de la planification collective de leurs territoires traditionnels, de renforcer la cohésion communautaire et la transmission des savoirs entre les anciennes et les nouvelles générations, et d'encourager l'apprentissage conjoint entre différentes parties prenantes.
3. Le FIDA continuera de fournir un appui technique et juridique à la sécurisation des droits fonciers collectifs des peuples autochtones, et il encouragera le renforcement des capacités, le partage des savoirs ainsi que l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Le financement direct des organisations des peuples autochtones

par l'intermédiaire de l'IPAF se poursuivra, afin de garantir l'appui aux propres initiatives des peuples autochtones en faveur des droits fonciers collectifs et du développement durable. Au niveau des politiques, le FIDA entretiendra un dialogue étroit avec les gouvernements nationaux afin de faciliter l'adoption des lois et règlements existants pour sécuriser l'accès des peuples autochtones à leurs droits concernant les terres, les territoires et les ressources.

## II. Le consentement préalable, libre et éclairé dans le cadre des projets financés par le FIDA

4. Le **consentement préalable, libre et éclairé** est le droit à l'autodétermination des peuples autochtones tel que reconnu par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. L'article 23 de la Déclaration dispose que « les peuples autochtones ont le droit de définir et d'élaborer des priorités et des stratégies en vue d'exercer leur droit au développement. En particulier, ils ont le droit d'être activement associés à l'élaboration et à la définition des programmes de santé, de logement et d'autres programmes économiques et sociaux les concernant, et, autant que possible, de les administrer par l'intermédiaire de leurs propres institutions ». Le FIDA a adopté le consentement préalable, libre et éclairé comme un outil opérationnel qui vise à renforcer les moyens d'action des populations locales et des communautés autochtones, en favorisant le respect mutuel et en garantissant leur participation pleine et effective aux décisions concernant les propositions de programmes d'investissement susceptibles d'avoir une incidence sur leurs droits, leur accès à la terre, aux territoires et aux ressources, et leurs moyens d'existence. Le consentement préalable, libre et éclairé est mis en œuvre sous la forme d'un processus itératif et est obtenu dans le cadre de consultations menées de bonne foi avec les institutions représentatives approuvées par les communautés. Le FIDA est la première IFI à adopter le consentement préalable, libre et éclairé comme principe opérationnel dans sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones (2009) et comme l'un des critères d'approbation des projets. Les projets et programmes financés par le FIDA sont centrés sur l'être humain et financent rarement de grandes infrastructures. Ainsi, pour le FIDA, le consentement préalable, libre et éclairé n'est pas tant un principe de sauvegarde qu'une approche proactive permettant de définir, avec les populations locales, des trajectoires de développement.
5. Le FIDA a préparé une [note pratique intitulée « Obtenir le consentement préalable, libre et éclairé dans le cadre des projets d'investissement du FIDA »](#), qui offre des conseils pour obtenir la participation pleine et effective des peuples autochtones aux étapes de conception et d'exécution des projets, selon une approche fondée sur les droits humains.
6. Le Fonds a également mis en place plusieurs instruments pour garantir la participation des peuples autochtones à la prise de décisions. Il s'agit notamment des instruments suivants: i) l'IPFI; ii) les consultations tenues dans la préparation de COSOP; iii) la démarche fortement participative et le développement à l'initiative des communautés dans le cadre des projets financés par le FIDA; iv) l'IPAF.

### **La mise en œuvre du processus de consentement préalable, libre et éclairé**

7. Grâce à un financement supplémentaire alloué par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, le FIDA pilote une série d'activités permettant d'appuyer l'intégration des priorités, des perspectives et des solutions des peuples autochtones par le recrutement d'experts autochtones, lesquels dirigeront la conception de projets bénéficiant du financement de l'action climatique et prévoyant la mise en œuvre du processus du consentement préalable, libre et éclairé. Au cours de l'année 2022, sept nouveaux projets cofinancés par le FVC et le Fonds pour l'environnement mondial ont été conçus au Belize, en Éthiopie, en Indonésie, au Kenya, au Mexique (2) et au Viet Nam, dans des zones où vivent des peuples autochtones, et ont par conséquent nécessité un appui technique, lequel a

été fourni par des experts autochtones qui ont pris part aux missions de conception, dès la phase initiale.

8. **Programme de résilience du monde rural au Belize (Be-Resilient).** Le Belize, petit État insulaire en développement situé dans la ceinture cyclonique des Caraïbes, est très vulnérable aux effets des changements climatiques. Si l'effet le plus extrême et le plus visible est l'intensité croissante des tempêtes tropicales et des ouragans, les changements climatiques se manifestent également par une augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse et des inondations, et de fortes variations du régime des précipitations. Les petits exploitants agricoles et les peuples autochtones figurent parmi les groupes les plus vulnérables, étant donné les pertes considérables qu'ils subissent, tout particulièrement en cas de phénomène extrême, mais aussi en raison de l'impact des variations saisonnières, qui représentent une menace persistante et imprévisible.
9. Le programme a été conçu pour introduire des pratiques culturelles résilientes face aux changements climatiques qui permettront aux petits exploitants agricoles et aux populations autochtones de s'orienter vers une production durable et d'améliorer l'accès aux marchés pour leurs produits, y compris sous l'effet du stress provoqué par les changements climatiques et les phénomènes climatiques extrêmes, et il permet, par conséquent, de renforcer leur résilience économique, sociale et environnementale. Pour réduire le degré d'exposition aux dérèglements climatiques et aux chocs économiques, une démarche globale favorisant la résilience face aux changements climatiques est proposée qui consiste à promouvoir l'adoption de techniques de production agricole résilientes face à ces changements, à investir dans des infrastructures à l'épreuve des aléas climatiques, à soutenir les associations de producteurs et à renforcer les filières, afin de faire des petits exploitants agricoles des fournisseurs fiables et compétitifs pour la production nationale au Belize, dont le marché des fruits et légumes est en pleine expansion.
10. Au cours de la phase de conception du programme Be-Resilient, un cadre de planification pour les peuples autochtones a été élaboré, qui indique comment le consentement préalable, libre et éclairé sera recherché pendant la mise en œuvre du programme. Au cours de la phase d'exécution, le consentement préalable, libre et éclairé est sollicité avant le début de toute activité, par un processus de délibération indépendante des peuples autochtones et sur la base d'une participation pleine et effective de leurs communautés, conformément aux politiques et aux garanties du FIDA et du FVC.
11. La planification est précédée d'une série de consultations au cours desquelles les populations autochtones détaillent les actions ayant trait à l'utilisation des terres et des ressources communautaires. Par exemple, les populations locales discutent les divers aspects des installations qui seront construites sur les terres communales, notamment: l'emplacement précis, les plans pour la réglementation de l'utilisation du site et des installations pendant le programme et après son achèvement, ainsi que les mesures prises pour prévenir ou atténuer tout effet négatif. Les plans prévoient également des actions visant à améliorer les moyens d'existence des populations locales et à appuyer la participation des peuples autochtones aux activités de conservation et de gestion durable des ressources naturelles dont ils dépendent.
12. **Second projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera (CHARMP 2).** Aux Philippines, dans le cadre du CHARMP et de sa phase de reproduction à plus grande échelle, une démarche participative et axée sur la demande a été appliquée conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. La [Commission nationale des peuples autochtones des Philippines](#) a participé activement à l'exécution du projet, et a supervisé la

révision des directives sur le consentement préalable, libre et éclairé ainsi que les processus connexes.

13. Le projet a pour but de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens d'existence des peuples autochtones vivant dans des communautés agricoles dans la zone montagneuse du projet. Le projet a appuyé la délimitation de domaines ancestraux et facilité la résolution des litiges sur les démarcations, en même temps que l'attribution de titres formels de propriété foncière (titres de propriété sur des espaces domaniaux ancestraux et titres de propriété sur des terres ancestrales), avec pour objectif final de renforcer l'aménagement foncier et d'améliorer la sécurité foncière. Dans le cadre du projet, plusieurs solutions nouvelles ont été introduites dans la Région administrative de la Cordillera, comme le plan de développement et de protection durables des domaines ancestraux, la démarche fondée sur le pacte pour le reboisement et les fermes-écoles en agroforesterie, et le suivi participatif.
14. Les activités mises en œuvre dans le respect du processus de consentement préalable, libre et éclairé ont contribué à faire reculer la pauvreté dans près de 72 500 familles autochtones, tout en améliorant leur sécurité alimentaire et leur nutrition, en renforçant la résilience de leurs systèmes de production agricole face aux changements climatiques et en autonomisant les femmes autochtones. Plus particulièrement:
  - Les peuples autochtones, qui sont unis à leurs terres et à leurs ressources naturelles en vertu du pacte vert sacré, un système ancré dans leurs traditions, ont reboisé près de 8 500 hectares et créé environ 5 500 hectares de parcelles agroforestières.
  - Plus de 28 000 personnes ont participé aux processus d'apprentissage conjoint communautaire par l'intermédiaire de 176 fermes-écoles en agroforesterie.
  - La commercialisation de la production des peuples autochtones a été favorisée par l'établissement de filières et par la création de liens avec les marchés fondés sur des systèmes et pratiques associés aux savoirs autochtones. L'accès aux marchés s'est amélioré grâce à l'adoption de la production agroécologique, aux activités de transformation des produits, à l'aménagement de routes reliant les exploitations aux marchés, et aux mécanismes de certification communautaire des produits respectueux de l'environnement.
  - Un système de paiement pour services liés aux écosystèmes au mont Kalatungan a été introduit en 2014 en réaction aux inondations provoquées par la tempête tropicale Sendong en 2011. L'initiative multipartite a été mise en place dans le but de reboiser les principaux sous-bassins versants du bassin de la rivière Cagayán de Oro. Plus de 1 600 hectares ont été alloués au reboisement. L'Association tribale Miarayon, Lapok, Lirongan, Tinaytayan Talaandig (MILALITTRA) de Talakag, dans la province de Bukidnon, assure des services écosystémiques tels que les services liés à l'eau, au maintien d'un air pur, à l'approvisionnement alimentaire, à la sécurité en milieu urbain et à la beauté des paysages par la culture et la préservation d'espèces d'arbres indigènes dans les forêts du mont Kalatungan. Les mécanismes participatifs de concertation sur les politiques ont contribué à l'institutionnalisation de modèles de gouvernance multipartite et à la prise en compte de la valeur des savoirs et des pratiques des peuples autochtones.

#### **Enseignements tirés**

15. **La capacité d'action est essentielle.** Le consentement préalable, libre et éclairé est un outil qui permet d'accroître la capacité d'agir des peuples autochtones, en s'éloignant d'une vision de l'action axée sur des « bénéficiaires », pour renforcer la



prise en main des investissements, de leurs résultats et de leur pérennisation par les populations locales. Il consolide les partenariats établis entre les populations locales, les institutions publiques et les organismes de financement. Les peuples autochtones ont des organisations, des traditions et des modes de vie qui leur sont propres et qui sont uniques. Mais les projets de développement omettent parfois d'en tenir compte. Le consentement préalable, libre et éclairé permet un dialogue et une reconnaissance mutuelle entre les acteurs du développement et les peuples autochtones.

16. **Le processus de consentement préalable, libre et éclairé améliore l'efficacité du développement et la pertinence et la qualité des investissements.** Le consentement préalable, libre et éclairé atténue les risques ayant trait aux opérations et aux aspects fiduciaires pour les gouvernements, les entreprises ou les donateurs qui mettent en œuvre des projets dans des zones où vivent des peuples autochtones. En mesurant l'importance des terres, des ressources, des droits et des moyens d'existence des populations locales, il réduit au minimum les risques de conflits ou les prévient, tout en appuyant le droit des peuples autochtones à un développement autonome.
17. **L'obtention du consentement préalable, libre et éclairé est un processus d'apprentissage mutuel et d'inclusion sociale.** Le fait d'ouvrir le dialogue en vue d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé offre aux peuples autochtones une tribune dans laquelle ils sont libres d'exprimer leurs visions du monde et de définir le type d'interventions en matière de développement qu'ils souhaitent voir mises en œuvre au sein de leurs communautés. Ce processus permet de reconnaître l'importance des savoirs que détiennent les peuples autochtones et de trouver des solutions aux défis qu'ils doivent relever.
18. **Le processus de consentement préalable, libre et éclairé est important dans le cadre du financement de l'action climatique,** car les peuples autochtones sont des acteurs de la conservation de l'environnement et de la lutte contre les effets des changements climatiques. Selon le rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en 2019, les pratiques agricoles qui intègrent des savoirs autochtones et locaux peuvent contribuer à répondre aux enjeux conjugués des changements climatiques, de la sécurité alimentaire, de la préservation de la diversité biologique, et de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres.
19. On trouvera à l'appendice VII les références des expériences réalisées et des enseignements tirés par d'autres organisations sur les droits fonciers et le consentement préalable, libre et éclairé.

## **IFAD milestones related to Indigenous Peoples**

- 2022 The Updated IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples is approved by the IFAD Executive Board
- 2021 During COP26, in the IFAD pavilion, five events are organized addressing Indigenous Peoples' issues
- 2021 Fifth global meeting of the Indigenous Peoples' Forum takes place at IFAD. Overall theme: "The value of indigenous food systems: resilience in the context of the COVID-19 pandemic"
- 2021 The first editions of the IFAD Indigenous Peoples' Awards and the Indigenous Peoples' week are held as part of the Fifth global meeting of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD
- 2021 IFAD updates its Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP) with a specific standard on Indigenous Peoples and the How To Do Note: Seeking Free, Prior and Informed Consent in IFAD investment projects.
- 2020 IFAD President appoints, for the first time, the Associate Vice-President of the External Relations and Governance Department as IFAD Champion on Indigenous Peoples
- 2020 IFAD organizes a side event on partnering with Indigenous Peoples during the High-Level Political Forum on Sustainable Development
- 2019 Fourth global meeting of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD. Overall theme: "Promoting Indigenous Peoples' knowledge and innovation for climate resilience and sustainable development"
- 2019 IFAD Policy Brief "Partnering with Indigenous Peoples for the SDGs"
- 2018 Fifth IPAF call for proposals launched: 702 project proposals submitted by Indigenous Peoples' communities and their organizations
- 2017 Third global meeting of the Indigenous Peoples Forum at IFAD. Overall theme: "Indigenous Peoples' Food Systems and Sustainable Livelihoods"
- 2017 Inauguration of the Indigenous Peoples' Place at IFAD
- 2017 Revised IFAD's Results and Impact Management System (RIMS) framework includes data disaggregation in respect of Indigenous Peoples and specific indicators at output and outcome levels
- 2016 IFAD co-hosting with FAO and ILC the Inter-Agency Support Group on Indigenous Peoples' Issues
- 2015 Second global meeting of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD. Overall theme: "Indigenous Peoples food systems and sustainable livelihoods"
- 2015 IFAD's support to policy engagement in six countries (Democratic Republic of the Congo, El Salvador, Myanmar, Nepal, Paraguay and Tanzania)
- 2014 IFAD's President addressing the World Conference on Indigenous Peoples

- 2013 First global meeting of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD in conjunction with IFAD Governing Council
- 2011 Establishment of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD
- 2009 Approval of IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples by IFAD Executive Board
- 2008 Preliminary consultation with Indigenous Peoples on IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples
- 2006 Recruitment of a Coordinator for Indigenous and Tribal Issues
- 2006 IFAD hosts the 2006 IASG meeting on Development with Identity
- 2006 Agreement between the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) and IFAD on the transfer of the Grants Facility for Indigenous Peoples (Indigenous Peoples Assistance Facility)
- 2006 Internal Policy Forum (with participation of UNPFII chair and indigenous experts) agreed to develop specific principles of engagement with Indigenous Peoples (stressing inclusiveness, specificity, flexibility and a demand-driven approach)
- 2005 IFAD's Assistant President, External Affairs Department, placed on special assignment for indigenous issues
- 2003 Round-table discussion on Indigenous Peoples and sustainable development on the occasion of the twenty-fifth Anniversary Session of IFAD's Governing Council
- 2002 Bali preparatory conference for the 2002 World Summit on Sustainable Development; marks the beginning of IFAD's partnership with a coalition of Indigenous Peoples worldwide
- 2004 First IFAD grant to UNPFII Secretariat
- 1992 Establishment of the Regional Programme in Support of Indigenous Peoples in the Amazon Basin (PRAIA) to support demand-driven small-scale Indigenous Peoples' initiatives in the Amazon (operating until 2007)
- 1984 First loan exclusively focused on Indigenous Peoples: Rural Development Programme for the Guaymi Communities in Panama
- 1979 First loan for Indigenous Peoples: Omasuyos-Los Andes Rural Development Project in Bolivia
- 1978 IFAD begins operations

## The Indigenous Peoples' Forum at IFAD

IPFI was established in 2011 as a permanent process of consultation and dialogue between representatives of Indigenous Peoples' institutions and organizations, IFAD and governments. The global meeting of the Forum convenes every second February in conjunction with the Governing Council of IFAD, the Fund's main decision-making body. A series of regional consultations lead up to each global meeting, ensuring that the Forum reflects the diversity of perspectives and recommendations gathered from Indigenous Peoples around the world.

The overall process is guided by a steering committee composed of representatives of Indigenous Peoples' organizations from the different regions, representatives of indigenous youth (one per region), the IPAF board, the UNPFII indigenous youth representatives and IFAD. A unique process within the United Nations system, the Forum aims to improve IFAD's accountability, enhance its development effectiveness and exercise its leadership among development organizations. It enables participants to assess IFAD's engagement with Indigenous Peoples, consult on rural development and poverty reduction, and promote the participation of Indigenous Peoples' organizations in IFAD's operations at the country, regional and international levels. These activities help IFAD to implement its Policy on Engagement with Indigenous Peoples and translate the Policy's principles into action on the ground.

After the **2011** Workshop Establishing an IPFI, Indigenous Peoples were engaged through the process of the forum in 29 regional and subregional consultations during preparations for the fifth global meeting of IPFI, which has been held every other year since 2013. In the regional consultations, about 800 participating Indigenous Peoples elected delegates to represent them at global meetings of IPFI, who numbered about 300 in the five global meetings. Overall IPFI has engaged representatives from more than 60 countries. In 2020, due to the pandemic, consultations were held virtually, which provided an opportunity to broaden the participation of Indigenous Peoples, bringing together over 540 representatives of Indigenous Peoples' organizations, institutions and communities; representatives from IFAD-funded projects; members of UNPFII; partners of IPAF and participants from IPAF-funded projects; IFAD staff; and development partners (as observers).

UNPFII has repeatedly recognized the establishment of an indigenous forum as a good practice and recommended that other United Nations entities should follow IFAD in its experience of establishing a genuine dialogue with Indigenous Peoples. Although IFAD has made substantive progress at the international and regional levels, dialogue with Indigenous Peoples at country level needs to be improved.

IPFI has been a key instrument to promote participation of Indigenous Peoples at different stages within IFAD's operations. Together with the synthesis of deliberations and its presentation to the Governing Council, representatives of Indigenous Peoples and IFAD staff and managers agree upon regional action plans for the next two years, which are reviewed at midterm of implementation to maintain the dialogue. At every global meeting of IPFI, a progress report of IFAD's engagement with Indigenous Peoples is prepared by an independent consultant to provide an update on IFAD's work with Indigenous Peoples in terms of the main trends observed, results achieved and activities implemented during the course of the biennium based on the agreed regional plan of actions.

### What have we learnt?

- Through the IPFI process, a strong and trusting relationship between IFAD and the Indigenous Peoples' global movement has flourished. This allows the promotion of inclusive, resilient and sustainable rural economies and food systems

within IFAD's mandate. An inclusive engagement approach whereby Indigenous Peoples are key partners of development and not mere beneficiaries has been championed.

- The IPFI network at global, regional, country and grass-roots level, including IPAF partners, has increased the direct participation of Indigenous Peoples at all levels. From the international arena to project level, the network has facilitated policy engagement, participatory designs and M&E systems, the dissemination of the IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples, the documentation of good practices and the involvement of Indigenous experts to support co-creation of development initiatives from the very outset of project design.
- The strengthened partnership with Indigenous Peoples through IPFI has led IFAD to understand and champion Indigenous Peoples' issues and include them in corporate processes such as replenishment Consultations and drafting of the Strategic Framework 2016-2025. During the 2021 Food Systems Summit and key events, IFAD, together with RBAs, played an important role in ensuring full and effective participation and contribution of Indigenous Peoples. During the COP26, IFAD supported the participation of Indigenous Peoples' representatives, and particularly youth, to make their voices heard in IFAD's pavilion and beyond. At the country level, the trusting partnership with Indigenous Peoples and organizations supporting Indigenous Peoples, such as IWGIA, and United Nations agencies, has resulted in successful country policy engagement financially supported by IFAD in 10 countries, for which details are provided in appendix II.

## The Indigenous Peoples Assistance Facility

In June 2006, the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) of the World Bank Group and IFAD signed a letter of agreement on the transfer of the Grants Facility for Indigenous Peoples (GFIP), renaming it the Indigenous Peoples Assistance Facility (IPAF). The World Bank transferred resources remaining in the previous programme in the amount of US\$415,000, and a contribution of US\$625,000 was earmarked for the Facility by Norway.

In September 2006, IFAD's Executive Board approved the transfer of the Facility and its governance structure, as described below. In cooperation with the World Bank and the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues (UNPFII), IFAD has since set up arrangements for the workings of the IPAF board, composed largely of Indigenous Peoples' leaders who provide strategic guidance and select the best proposals for funding.

The added value in having established the Facility at IFAD lies in the following strategic innovative elements:

- IPAF is a new financial instrument for IFAD whereby the Fund can build a direct partnership with Indigenous Peoples' communities and grass-roots organizations, who design and implement small development projects based on their own values and priorities; and
- IPAF is a listening and learning instrument on Indigenous Peoples' needs, proposed solutions and innovations. It can scout for innovations and pilot projects to open the way for larger projects to be funded through IFAD's loans and grants.

**Implementation.** The Facility supports the aspirations of Indigenous and Tribal peoples through small grants ranging from US\$20,000 to an initial maximum amount of US\$30,000 that has increased over the years to reach US\$70,000 for the sixth IPAF cycle (2022-2026). Designed and implemented by Indigenous Peoples' communities and their organizations, IPAF projects build on Indigenous Peoples' culture, identity, knowledge and natural resources to foster their self-driven development within the framework of UNDRIP.

**Governance.** At the global level, the Facility is currently managed by a senior technical specialist on Indigenous Peoples and Tribal issues in IFAD's Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division (ECG), and governed by a board responsible for operations and directions. The board, formed by a majority of Indigenous and Tribal Peoples' leaders, reviews and makes final recommendations on grant awards.

The IPAF board comprises:

- Four Indigenous Peoples' leaders respectively from Africa, Latin America and the Caribbean, East Asia and the Pacific and South Asia;
- A representative of UNPFII; and
- A representative of IFAD.

In 2011, IPAF was decentralized at the regional level and it is currently co-managed by three Indigenous Peoples' organizations: the International Indigenous Women's Forum (FIMI), for Latin America and the Caribbean; the Samburu Women Trust (SWT), for Africa; and the Tebtebba Foundation, for Asia and the Pacific.<sup>36</sup>

Funds are allocated following a call for proposals. All eligible applications are reviewed and rated according to project relevance, feasibility, institutional capacity and

<sup>36</sup> FIMI and Tebtebba have been IPAF co-managers in their respective regions since 2011 while for the African region, the Mainyoto Pastoralists Development Organization (MPIDO), as IPAF co-manager during the third IPAF cycle (2011-2014), was replaced in 2014 by Kivulini Trust and by SWT in 2017.

institutional credibility. In its final decision, the IPAF board ensures a balance of allocation in terms of geographic distribution and gender.

**IPAF's resources.** Since 2007 IPAF has mobilized around US\$12.5 million from IFAD, the World Bank, Governments (Canada, Finland, Italy, Norway and Sweden), foundations (Packard Foundation, Tamalpais, Christensen Funds, Fund for the Development of Indigenous Peoples of Latin America and the Caribbean) and NGOs (International Work Group for Indigenous Affairs).

In response to IFAD's five calls for proposals (2007, 2008, 2011, 2015 and 2018), Indigenous Peoples' communities and organizations in 90 countries submitted more than 4,200 applications. In all, in the first five cycles, 159 projects were financed in more than 45 countries worldwide, for a total of around US\$5.1 million. The sixth IPAF cycle (2022-2026) is financed by the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). The resources initially available for grant financing under this call for proposals total US\$2.1million. It is therefore expected that the 2022 IPAF cycle will initially finance around 30 projects in Africa, Asia and the Pacific, and Latin America and the Caribbean.

After 14 years of activities, IPAF has acquired a wealth of knowledge rooted in collective action and efforts. Outlined below are a few highlights of these learnings and good practices, recognizing that there is still a long path ahead and that their effectiveness lies in processes and people:

- Capacity-building and self-determined development can be considerably improved by entrusting indigenous communities with the direct management of resources and funds. Small amounts for small communities can make a big difference, particularly in building capacities and strengthening institutions and organizations
- IPAF project approaches are broad and inclusive, multisectoral and integrated. In fact, projects are guided by a holistic vision in which approaches encompass, combine and connect various issues and dimensions. For example, projects that promote livelihood opportunities, economic development and food security also aim to protect indigenous rights, biodiversity, natural resources, the environment and climate, as well as to facilitate participation in decision-making processes and social inclusion.
- IPAF-funded projects promote ancestral techniques and native assets in a community-based economy, enhancing the livelihoods of Indigenous Peoples and offering sustainable solutions to biodiversity conservation and natural resource management.
- IPAF experiences enable IFAD to sharpen its sensitivity to the issues faced by Indigenous Peoples and to learn lessons on what works in other projects. As a matter of fact, in some cases IPAF-funded projects play an important role during the design of IFAD investments, with project staff participating in consultation and helping define the priorities and solutions proposed by the Indigenous Peoples communities.
- The microprojects financed under IPAF can contribute to an increased awareness of Indigenous Peoples' rights and cultural identity and strengthened Indigenous Peoples' institutions, and can create income-generating activities by building on their assets.
- The involvement and active participation of women in project activities contribute to reducing gender inequality in the communities and promote recognition of the traditional mechanisms of action that women implement for the life and well-being of their communities. Initiatives fostering production and access to markets through indigenous practices

can help improve living conditions in communities, especially in terms of food and nutrition security.

- IPAF has been a flexible instrument in its capacity to adapt to the needs of different institutions at varying stages of development and within different contexts. This flexibility means that the programme can respond to needs that are usually not addressed by other partners or programmes.

**IPAF 2022 call for proposals.** The 6<sup>th</sup> IPAF cycle (2022-2026) will focus on supporting Indigenous Peoples in enhancing the resilience of the ecosystems in which they live and depend upon for their livelihoods and in proposing innovative solutions for advancing Indigenous Peoples' conservation and sustainable management of biodiversity for adaptation and resilience to climate change.

While financing microprojects is IPAF's main objective, learning about needs and solutions as assessed by indigenous organizations and communities, and scouting for innovations, is another important pillar of the Facility.

Accordingly, researches on project proposals received by the different IPAF offer an overview of the solutions to rural poverty and sectors of intervention as proposed by Indigenous Peoples' communities and their organizations, these studies are then circulated among IFAD staff seeking for insights on engagement with Indigenous Peoples.

**The way forward.** Based on lessons learned during the assessments of 14 years of implementation of the Facility, and suggestions from regional co-managers and implementing organizations, for the 6th IPAF Cycle the IPAF board decided to increase the ceiling of the microgrants to US\$70,000 (previously US\$50,000) and extend the implementation period to three years from the previous two years. This would promote greater sustainability among microprojects, which would be better rooted in the communities.

As IPAF evolves, increasing emphasis will be put on capturing innovations and knowledge in order to scale up best practices through mainstreaming in IFAD's country programmes.



## Country policy dialogues

In 2014, IFAD supported the high-level plenary meeting of the General Assembly, known as the World Conference on Indigenous Peoples (WCIP) with a grant of USD 900,000. Half of the resources were required to sponsor the participation of Indigenous Peoples at the WCIP and the rest was used to support the implementation of the WCIP Outcome Document<sup>37</sup>. In partnership with the International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), the UNPFII Secretariat, and the Inter-Agency Support Group on Indigenous Peoples' Issues (IASG), IFAD supported policy engagement between Indigenous Peoples, governments and UN Country Teams in ten countries for developing national action plans to implement the outcome document of the WCIP and the Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

Country policy dialogues held between 2016 and 2019 to follow up on commitments expressed by States in the Outcome Document were supported in **Cameroon, Democratic Republic of Congo, El Salvador, Myanmar, Nepal, Panama, Paraguay, Peru, Tanzania, Uganda**<sup>38</sup> in partnership with UNDESA, IASG, FILAC, ILC and UN Country Teams.

The objective of the dialogues aimed at: a) enhancing the capacity of Indigenous Peoples in 10 countries to engage in constructive policy dialogues with States and UN Country Teams with a view to developing strategies and initiatives to improve their well-being, economic and social status, and b) enhancing the capacity of national governmental institutions on Indigenous Peoples rights and agree on possible actions and measures needed for ensuring the protection and the respect of Indigenous Peoples rights.

Countries were selected according to the following criteria:

- The significance of their indigenous population and interest of Indigenous Peoples organizations in engaging policy dialogues
- A demonstrated interest by governments in engaging in a policy dialogue with Indigenous Peoples on the implementation of the UNDRIP and outcome of the WCIP
- The UN Country Teams' openness to and interests in the idea of multi stakeholders policy dialogues on Indigenous Peoples.

Key features of the policy dialogues included:

- Leadership by Indigenous Peoples' organisations/networks in the country in cooperation with other relevant international & national institutions (UN Country Teams)
- Tailored to the specific national context
- Responded to the demands and aspirations expressed by Indigenous Peoples in the country
- Building on partnerships established among different institutions and organizations to advance implementation of IPs rights

All policy engagement processes identified and focused on regulatory, policy, or planning issues of common interest to States and Indigenous Peoples and sought to establish or

<sup>37</sup> World Conference on Indigenous Peoples

<https://www.un.org/development/desa/indigenypeoples/about-us/world-conference.html>

<sup>38</sup> Partner indigenous peoples' organizations at the country level: CADPI& CCNIS CADPI &FAPI COONAPIP DGPA NHRC OKANI LAHURNIP CHRO Pacto de Unidad UOBDU

advance in creating permanent mechanisms of consultation between Indigenous Peoples and relevant state institutions as well as other relevant stake holders (private sector).

Below is a short summary of the key results of the policy country dialogues:

The policy engagement processes have become important precedents in the three regions (LAC, Africa and Asia):

- Increased engagement: Indigenous Peoples and governments were able to engage in a dialogue on the operationalization of Indigenous Peoples' rights at the national level;
- Establishment of mechanisms of articulation in the countries between Indigenous Peoples & State institutions and among the Indigenous Peoples own organizations;
- Involvement of relevant ministries contributed to raising awareness among other relevant governmental departments on the issue of Indigenous Peoples;
- Strategic assessments of the situation and opportunities for participation of Indigenous Peoples in decision-making was carried out in collaboration with relevant governmental or UN institutions;
- Strengthened dialogue and cooperation between Indigenous Peoples and relevant institutions, National Human Rights Commissions, Civil Society Organizations, UN Country Teams;
- Involvement of other stakeholders such as the private sector and other non-states actors operating in some of the countries was promoted;
- The first national action plan was launched by the President of El Salvador, which was followed by the approval of a policy in 2019;
- Paraguay developed with Indigenous Peoples guidelines for public policy on Indigenous Peoples;
- In DRC, a global intervention framework on Indigenous Peoples was adopted which was the basis for the current policy submitted to the Senate;
- Strengthened cooperation between Indigenous Peoples and relevant ministries in the country. (Paraguay Ministry of Foreign Affairs, Myanmar: the Ministry of Ethnic Affairs/ Uganda: Ministry of Culture, ...);
- Entry points for Indigenous Peoples participation in decision making identified in Myanmar, Nepal, Tanzania, Cameroon and Uganda;
- Strengthened cooperation between Indigenous Peoples and relevant ministries in the country. (Paraguay Ministry of Foreign Affairs, Myanmar: the Ministry of Ethnic Affairs/ Uganda: Ministry of Culture;
- A follow-up and monitoring process of the agreements was set up in Tanzania, Nepal, Myanmar, Uganda, Cameroon;
- Benchmarks of national implementation of Indigenous Peoples' rights were identified.

### **Lessons Learned**

- In country policy engagements, Indigenous Peoples have to lead their processes with the support of UN and institutions;
- IFAD's resources were instrumental to leverage other organizations' resources. In some countries, it was the first time Indigenous Peoples had resources to conduct dialogues among themselves and with the government;
- IFAD can play a leading role support country policy engagement in partnering strategically with other UN organizations;

- Policy engagement requires long term commitment from donor institutions, Indigenous Peoples, UN Country Teams and IFIs;
- Results achieved are at different level according to the political context of the country, sustainability needs to be ensured;
- Knowledge sharing and experiences among Indigenous Peoples from different countries would help advance their processes.

**The synthesis deliberations of the fourth global meeting of the Indigenous peoples Forum at IFAD (2019) include a recommendation to IFAD to:** *Facilitate policy processes and dialogues at the national and regional levels between Indigenous peoples, governments and the United Nations system to develop action plans or other measures that ensure the promotion and protection of the rights of Indigenous peoples, in accordance with the IFAD Policy on Engagement with Indigenous peoples, the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples, the International Labour Organization Convention 169, and the Outcome Document of the World Conference on Indigenous peoples.*

Country Policy Engagement were conducted as part of COSOPs preparation in Cameroon, Colombia, Honduras, Nepal, Peru, Philippines and Tanzania, through consultations with Indigenous Peoples and with the support of indigenous experts who led country dialogue consultations with Indigenous Peoples.

In 2021, a country policy dialogue was conducted in the Philippines to discuss with Indigenous Peoples about successes and challenges on the ground to inform the next Country Strategic and Opportunities Programme (COSOP) on the role that IFAD can play in support of Indigenous Peoples in the country. The forum also sought to generate policy and programme recommendations for the Philippine Government, particularly the Office of the Cabinet Secretary and the National Commission on Indigenous Peoples (NCIP).

In June 2022, as part of its country-level policy engagement activities, IFAD has co-organised a mission to Burundi with the Department of Economic and Social Affairs (UNDESA) and the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) at the invitation of the Ministry of National Solidarity, Social Affairs, Human Rights and Gender. The mission conducted a series of meetings with several actors at different levels to discuss the situation of the Batwa Indigenous Peoples in the country. The mission also carried out three field visits to Batwa communities in the Communes of Mpanda and Gitega and organized an information-sharing workshop on the involvement of Batwa in projects funded through climate finance. The UN mission delegation was made aware of a draft National Strategy for the Socio-economic Inclusion of the Batwa for sustainable development 2022-2027, developed by the Ministry of National Solidarity, Social Affairs, of Human Rights and Gender as a reference and orientation document for the socio-economic development of the Batwa people, and was invited to submit its contributions and comments on the Strategy to the Director General of the Ministry. In addition, the mission contributed inputs to the UNCT Common Country Assessment (CCA) draft section on Indigenous Peoples. A road map for country-level activities that can be supported by the Inter-Agency Support Group (IASG) on Indigenous Issues is being developed.

## Summary of the synthesis evaluation on IFAD's Engagement with Indigenous Peoples

In 2015, the Independent Office of Evaluation (IOE) conducted [a synthesis evaluation on IFAD's engagement with Indigenous Peoples](#) whose objectives were to: (i) identify lessons and good practices for IFAD's engagement with Indigenous Peoples at the project, country and global levels, with the aim of contributing to IFAD's knowledge base on the topic; and (ii) identify key issues for reflection and make recommendations for IFAD's future engagement with Indigenous Peoples.

The evaluation synthesis covered: (i) IOE evaluations (mostly project and country programme evaluations) conducted between 2002 and 2013 (19 project evaluations and eight country programme evaluations); (ii) selected country strategic opportunities programmes (for 14 countries before and after the development of the IFAD policy on Indigenous Peoples); (iii) project designs after the policy in nine out of the 14 countries for which country strategies are reviewed; and (iv) IFAD's activities at global level. Lessons from other development agencies were also reviewed to complement the findings emerging from the review of IFAD's operations and support.

A summary of the main findings on the IOE Synthesis Evaluation is provided below:

- ✓ IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples is considered to be in line with UNDRIP by UNPFII and by representatives of Indigenous Peoples' organizations;
- ✓ Positive aspects of the policy relate to: (i) its proactive nature rather than focus on safeguards; (ii) its holistic approach and comprehensiveness of the principles of engagement; and (iii) the inclusion of the principle of FPIC, considered to be a step beyond "consultation";
- ✓ The policy was found highly relevant to IFAD's overall corporate strategies and to Indigenous Peoples;
- ✓ The principles of engagement laid out in the policy are consistent with IFAD's emphasis on empowerment and various corporate policies;
- ✓ Investment projects have often taken a geographical targeting approach as a first step, and in most cases the population in project areas includes both indigenous and non-indigenous populations. Caution is necessary to ensure that a primary geographical focus does not diminish the focus on Indigenous Peoples' specific issues such as attachment to land and cultural issues.
- ✓ In investment projects, Indigenous Peoples are often "lumped together" with rural youth and women under the label "vulnerable and marginalized". It is also important that differences between women's roles and positions in the Indigenous Peoples' communities and non-indigenous population are addressed in a culturally sensitive manner.
- ✓ Even when a project was supposed to be based on a participatory and demand driven approach, often it was "menu based", with pre-determined activities that limited the project's capacity to identify and respond to the real priorities of Indigenous Peoples' communities.
- ✓ The available evaluation findings with regard to the extent of Indigenous Peoples' participation during project implementation are mixed.
- ✓ Beyond the project and country levels, the participation of Indigenous Peoples in IFAD's institutional platforms (Indigenous Peoples Forum) and initiatives (IPAF) has been exemplary.
- ✓ There have been good examples of investment projects for empowerment of Indigenous Peoples particularly those pursuing participatory approaches built on indigenous knowledge, skills, culture and traditional values.
- ✓ Through grant financed projects, IFAD's contribution to the empowerment of Indigenous Peoples and their organizations at different levels has been significant.

- ✓ IFAD has made a significant contribution to advocacy on Indigenous Peoples' issues at the global level.

The IOE synthesis evaluation made five recommendations for consideration by IFAD to further strengthen its engagement with Indigenous Peoples are presented below:

#### **Strategic level**

- Recommendation 1: Revisit the main objectives and strategies of IPAF. If IFAD intends to continue supporting IPAF in the medium term, opportunities for increasing and stabilizing funding for IPAF need to be explored, including the possibility of mobilizing supplementary financing through IFAD or catalysing direct contributions to IPAF's regional partner organizations by other financiers.

#### **Operational level**

- Recommendation 2: Pay greater attention to key project design elements and provide adequate implementation support (especially for investment projects), ensuring effective participation of Indigenous Peoples throughout, supported by a team member with an understanding of and skills in working with Indigenous Peoples' issues.
- Recommendation 3: Provide guidance on how FPIC can be best operationalized. Clarification is needed on implementation of the FPIC.

#### **Staff awareness and understanding**

- Recommendation 4: Enhance staff understanding of Indigenous Peoples' issues.

#### **Knowledge management**

- Recommendation 5: Strengthen knowledge management, taking advantage of IFAD's substantial experience, lessons and knowledge on engagement with Indigenous Peoples.

## Recommendations of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues to IFAD<sup>39</sup>

### Recommendations of the UN Permanent Forum on Indigenous Issues to IFAD during its Twenty-First Session (2022)<sup>40</sup>

1. The Permanent Forum takes note of the sixth call for proposals of the Indigenous Peoples Assistance Facility of IFAD, which is focused on advancing indigenous peoples' biodiversity conservation and sustainable management for adaptation and resilience to climate change. The Permanent Forum urges IFAD to facilitate direct access to climate financing to indigenous peoples' communities and organizations through the Facility and the Adaptation for Smallholder Agriculture Programme, and encourages Governments and donors to support those initiatives.
2. The Permanent Forum encourages IFAD to continue its efforts in operationalizing the principle of free, prior and informed consent in its investments, including through the engagement of indigenous experts in project delivery teams.
3. The Permanent Forum requests the International Labour Organization, IFAD and the United Nations Development Programme to prepare a study, in collaboration with indigenous peoples, summarizing the experience of implementing programmes for indigenous peoples on socioeconomic development, focussing on best practices in entrepreneurship and creative industries, and to present it to the Permanent Forum at its twenty-third session, to be held in 2024.

### Previous recommendations of the UNPFII<sup>41</sup>

Paragraph Number	Addressee	Session	Area of Work	Status of Implementation
83	IFAD	17	indicators, data disaggregation	Partially implemented
<p><b>Full Text:</b> <i>The Permanent Forum congratulates the International Fund for Agricultural Development (IFAD) for its ongoing work with indigenous peoples, including the operationalization of free, prior and informed consent in its funded projects, support for national policy dialogues among indigenous peoples, governments and United Nations country teams and adoption of data disaggregation for indigenous peoples in its revised Results and Impact Management System. The Forum encourages the Fund to develop specific indicators on the well-being of indigenous peoples, to be applied in its funded projects. The Forum urges IFAD to ensure that its high standards and safeguards are applied to its co-funded projects initiated by institutions that invest in large infrastructure.</i></p>				
28	Member States, United Nations agencies, Burkina Faso, Mali and the Niger, FAO, IFAD and the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	14	Social development, Culture, Environment	Not accomplished yet
<p><b>Summary of Recommendation:</b> <i>The Forum encourages Member States to develop social policies that will enhance the production of indigenous peoples' traditional foods and promote the restoration or recovery of lost drought-resistant indigenous food varieties to ensure food security. The Forum recommends that Burkina Faso, Mali and the Niger, as well as UN agencies such as FAO, IFAD and OCHA, establish a committee aimed at preventing food crises in the sub-Saharan region where indigenous peoples reside.</i></p>				

<sup>39</sup> UNPFII Recommendations Database:

[https://esa.un.org/unpfiiidata/UNPFII\\_Recommendations\\_Database\\_list.asp](https://esa.un.org/unpfiiidata/UNPFII_Recommendations_Database_list.asp)

<sup>40</sup> Final Report of the Permanent Forum on Indigenous Issues (2022):

<https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=E%2F2022%2F43&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>

<sup>41</sup> For detailed information on IFAD's implementation of UNPFII recommendations, please access:

[https://esa.un.org/unpfiiidata/UNPFII\\_Recommendations\\_Database\\_list.asp](https://esa.un.org/unpfiiidata/UNPFII_Recommendations_Database_list.asp)

<p><b>Full Text:</b> The Permanent Forum encourages Member States, in cooperation with United Nations agencies, to develop social policies that will enhance the production of indigenous peoples' traditional foods and promote the restoration or recovery of lost drought-resistant indigenous food varieties to ensure food security. In this context, the Forum recommends that Burkina Faso, Mali and the Niger, as well as United Nations agencies such as FAO, IFAD and the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, establish a committee, in full consultation with and with the participation of indigenous peoples, aimed at preventing food crises in the sub Saharan region where indigenous peoples reside. The committee's objective should be to prevent humanitarian disasters and, in particular, to prevent starvation at the same level as the disaster that struck the region in 1973.</p>				
26	IFAD	14	Education, Environment	Partially implemented (Ongoing)
<p><b>Summary of Recommendation:</b> <i>The Forum expects that IFAD will continue to strengthen its engagement with indigenous peoples in its future work by ensuring engagement at the country level through targeted programmes and capacity-building.</i></p>				
<p><b>Full Text:</b> <i>The Permanent Forum acknowledges IFAD for the implementation of its policy on indigenous peoples and for selecting "Indigenous peoples' food systems and sustainable livelihoods" as the theme of the second global meeting of the Indigenous peoples' Forum at IFAD. The Forum expects that IFAD will continue to strengthen its engagement with indigenous peoples in its future work by ensuring engagement at the country level through targeted programmes, capacity-building for indigenous peoples and project staff and the development of specific indicators on the well-being of indigenous peoples.</i></p>				
36	IFAD, Member States, UN System, and the Private Sector	13	Collaboration, Economic and Social Development	Not accomplished yet
<p><b>Summary of Recommendation:</b> <i>IFAD to convene platforms of dialogue with Member States, United Nations agencies and private sector actors to find solutions to improve the economic empowerment of indigenous peoples consistent with their cultural identity and diversity, as well as sustainable and equitable development. Also, specific indicators pertaining to the well-being of indigenous peoples be systematically adopted in IFAD-funded projects.</i></p>				
<p><b>Full Text:</b> The Permanent Forum recommends that the International Fund for Agricultural Development (IFAD) convene platforms of dialogue with countries, United Nations agencies and private sector actors to find solutions to improve the economic empowerment of indigenous peoples consistent with their cultural identity and diversity, as well as sustainable and equitable development. The Forum also recommends that specific indicators pertaining to the well-being of indigenous peoples be systematically adopted in IFAD-funded projects implemented in accordance with article 41 of the Declaration.</p>				
33	UNDP, FAO, IFAD, CBD, UNCCD, UNFCCC	12	Environment	Partially accomplished
<p><b>Summary of Recommendation:</b> <i>The Forum invites the addressee to convene a workshop on African pastoralism, indigenous peoples' rights and climate adaptation.</i></p>				
<p><b>Full Text:</b> The Permanent Forum invites the agencies of the United Nations system, including UNDP, the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the International Fund for Agricultural Development (IFAD), in cooperation with the secretariats of the Convention on Biological Diversity, the United Nations Convention to Combat Desertification in Those Countries Experiencing Serious Drought and/or Desertification, Particularly in Africa, and the United Nations Framework Convention on Climate Change, as well as other relevant stakeholders, to convene a workshop on African pastoralism, indigenous peoples' rights and climate adaptation.</p>				
64	FAO, IFAD	11	Human Rights, Economic and social development	Accomplished through the Food System Summit supporting IPs

<b>Summary of Recommendation:</b> <i>The Forum recommends that IFAD and FAO support - through studies, participatory methodologies and technical-financial assistance - the food sovereignty and security concerns of indigenous peoples.</i>				
<b>Full Text:</b> The Permanent Forum recommends that FAO and the International Fund for Agricultural Development (IFAD) provide special attention and support to food sovereignty and security concerns of indigenous peoples through thematic studies, the adoption of participatory methodologies, and technical and financial assistance.				
67	FAO, IFAD, ILO, UNEP, UNESCO, UNITAR, UN Women, World Bank	11	Culture, Economic and social development	Ongoing
<b>Summary of Recommendation:</b> <i>The Forum urges relevant United Nations agencies, funds and programmes, to recognize and support shifting cultivation.</i>				
<b>Full Text:</b> The Permanent Forum urges relevant United Nations agencies, funds and programmes, including FAO, IFAD, ILO, UNEP, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the United Nations Institute for Training and Research, UN-Women and the World Bank, to recognize and support this form of cultivation.				
24	CBD, UNESCO, ILO, FAO, IFAD, International Land Coalition	10	Environment, Traditional Knowledge, Cooperation	Partially accomplished at IFAD
<b>Summary of Recommendation:</b> <i>The Permanent Forum welcomes the adoption by CBD on two additional indicators for traditional knowledge, one regarding land use and tenure, the second on the practice of traditional occupations, and urges CBD, UNESCO, ILO, FAO, IFAD and International Land Coalition to cooperate in view of fully operationalizing those indicators.</i>				
<b>Full Text:</b> The Permanent Forum welcomes the adoption by the Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity of two additional indicators for traditional knowledge: (a) status and trends in land use change and land tenure in the traditional territories of indigenous and local communities, and (b) status and trends in the practice of traditional occupations, to complement the adopted indicator on status and trends in traditional languages. The Forum urges the secretariat of the Convention and agencies working on these issues, including the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), ILO, FAO, IFAD and the International Land Coalition, to collaborate with a view to fully operationalizing those indicators.				
7	IFAD	10	Economic and Social Development, Cooperation	Partially accomplished Ongoing
<b>Summary of Recommendation:</b> <i>The Permanent Forum welcomes the establishment of an IFAD indigenous peoples' forum and encourages IFAD to promote the participation of indigenous peoples' organizations in country strategies and programme cycles, including in the assessment phase; to use specific indicators for indigenous peoples' well-being in IFAD-funded projects; to improve advocacy in the dissemination of its best practices in terms of development approaches with indigenous peoples at national, regional and international levels.</i>				
<b>Full Text:</b> The Permanent Forum congratulates the International Fund for Agricultural Development (IFAD) on the establishment of an indigenous peoples' forum on 18 February 2011. This is consistent with international standards and, in particular, with the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples. It is also an example of good practice to be followed by other United Nations entities. The Forum encourages IFAD to: (a) actively promote the participation of indigenous peoples' organizations in country strategies and programme cycles; (b) improve the design, monitoring and evaluation of IFAD-funded projects by using specific indicators for the well-being of indigenous peoples and by promoting an independent assessment of such projects by indigenous peoples; and (c) improving its advocacy role in disseminating its best practices in terms of development approaches with indigenous peoples at the national, regional and international levels.				



## International frameworks on Indigenous Peoples and regional, national and institutional advances

Over the last 20 years, Indigenous Peoples' rights have been increasingly recognized through the adoption of international instruments such as the [Regional Agreement on Access to Information, Public Participation and Justice in Environmental matters in Latin America and the Caribbean](#) (Escazú Agreement 2011), the [American Declaration on the Rights of Indigenous Peoples](#) (2016), the [United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples](#) (UNDRIP 2007), which followed the Indigenous and Tribal Peoples Convention (No.169, 1989).

**Global institutional mechanisms** have been created to promote Indigenous Peoples rights such as the [United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues](#) (UNPFII) established in 2000, the [UN Special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples](#) (UNSR) in 2001, and the [Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples](#) (EMRIP) in 2006. Following the adoption of the UNDRIP, formal recognition of the rights of Indigenous Peoples has significantly advanced with the 2015 High Level Plenary Session of the UNGA – World Conference on Indigenous Peoples (WCIP) with the following adoption by GA of the System-Wide Action Plan on the Rights of Indigenous Peoples (SWAP), the 2020 call to action on SWAP by the UN System Chief Executives Board for Coordination (CEB), the adoption of the 2030 Development Agenda including the SDGs and the establishment of the [SDG Indigenous Peoples Major Group \(IPMG\)](#), the [Paris Agreement](#) (2015), including the creation of the International Indigenous Peoples' Forum on Climate Change and the Indigenous Peoples and Local Communities Platform (LCIPP) and its Facilitative Working Group (FWG). In 2021, the Food Systems Summit recognized the vital contribution of Indigenous Peoples' food systems with the emerging of a Coalition on Indigenous Peoples Food Systems, just to mention some of the important milestones at the global level<sup>42</sup>.

**At the regional level**, the African Commission on Human and Peoples' Rights and the African Court on Human and Peoples' Rights are leading the way on promoting recognition and respect of Indigenous Peoples' rights in Africa. They have made landmark decisions in relation to Indigenous Peoples' cultural rights and their rights to lands, territories and resources<sup>43</sup>. The African Commission's comprehensive report on Indigenous Peoples in Africa continues to be the major framework for the Commission and other African Institutions on the issue of Indigenous Peoples' rights in Africa<sup>44</sup>. In the ASEAN region, customary tenure and free, prior and informed consent (FPIC) constitute key indicators for responsible investment in food agriculture and forestry and have been gaining recognition.<sup>45</sup>

**At the country level**, recognition of Indigenous Peoples' rights has advanced in several countries across the globe. Recognition of Indigenous Peoples' rights was included in country constitutions<sup>46</sup> and discussions on recognition of Indigenous Peoples and their

<sup>42</sup> A detailed evolution of the international legal framework is provided in Appendix I

<sup>43</sup> The inter-American human rights system has played a key role in the development of international law on Indigenous Peoples' rights, citing the Declaration, adding value, legal analysis and further legitimizing its contents. To promote respect and protection of Indigenous Peoples' rights by States, the Inter-American Commission on Human Rights uses a variety of instruments: thematic studies and reports, petitions and cases, including friendly settlements, precautionary measures, thematic hearings, confidential requests for information from States, and press releases.

<sup>44</sup> The report of the African Commission's Working Group on Indigenous Populations and Communities can be download at:

[https://www.achpr.org/public/Document/file/Any/expert\\_report\\_on\\_indigenous\\_communities.pdf](https://www.achpr.org/public/Document/file/Any/expert_report_on_indigenous_communities.pdf)

<sup>45</sup> In 2020, the plan of action of the ASEAN Working Group on Social Forestry (AWG-SF) for the ASEAN Cooperation on Forestry identified two main activities under the theme of Enhancing Forest Management; first, a review of customary and statutory tenure arrangements at the national level, and second, the mainstreaming of the Free, Prior and Informed Consent (FPIC) principle in forestry-related decision-making efforts

<sup>46</sup> Costa Rica, 2015

rights are ongoing in other countries<sup>47</sup>. The elaboration of legislation to operationalize the State duty to consult Indigenous Peoples and the implementation of the Free, Prior and Informed Consent (FPIC) is an ongoing process in several countries in Latin America such as Peru, Colombia, Costa Rica, Guatemala<sup>48</sup> and Honduras. El Salvador has recently adopted a national policy on Indigenous Peoples, which considers the UNDRIP as its framework<sup>49</sup>. Dialogue processes with Indigenous Peoples on public policies are ongoing in Costa Rica and Paraguay<sup>50</sup>.

In African countries such as Uganda, the Ministry of Gender, Labour and Social Development is developing an Affirmative Action Program for Indigenous Peoples; in the Republic of the Congo, the Parliament adopted a law for the promotion and protection of the rights of Indigenous Populations and has launched a national action plan for 2022-2025; and in Democratic Republic of Congo, a law on the promotion and protection of the rights of Indigenous Peoples has been adopted and is currently pending endorsement by the Senate. Burundi is in the process of preparing a national strategy for the socio-economic integration of the Batwa for sustainable development. In several African countries, ministries in charge of climate change programmes have taken on board key provisions of the UNDRIP, including on consultation<sup>51</sup>.

In Asia, only a limited number of States have adopted legal provisions that recognize Indigenous Peoples' lands, territories and resources and traditional tenure systems. Even where legal provisions exist<sup>52</sup> their implementation is delayed by complex administrative procedures, uncoordinated and understaffed authorities, and contradictory sectorial legislation on land use, such as conflicting provisions on forestry and mining. In Cambodia, a 2009 policy on the registration of the right to use the land of Indigenous Peoples' communities bolstered the 2001 Cambodian Land Law, which had laid the ground for community land titling among indigenous communities<sup>53</sup>.

---

<sup>47</sup> Chile Constitutional Convention, 2021, and Guatemala.

<sup>48</sup> In an historic resolution, a Guatemalan Appeals Court ruled that the government must take into account the right to free, prior and informed consent when granting mining licenses on the lands of indigenous communities.

<sup>49</sup> Política Pública para los Pueblos Indígenas de El Salvador (Public Policy for Indigenous peoples of EL Salvador) , 2017. For the references, the link to the policy is the following:

<https://derechodelacultura.org/wp-content/uploads/2019/06/Pol%C3%ADtica-para-Pueblos-Ind%C3%ADgenas-MICULTURA.pdf?view=download>

<sup>50</sup> Report of the UN Special Rapporteur on the Rights of Indigenous peoples to the UN General Assembly 2017: Implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples and the work of the Special Rapporteur on the rights of Indigenous peoples ( <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/224/61/PDF/N1722461.pdf?OpenElement> ) ; The Indigenous World 2020 -2021 and 2022 , IWGIA. <https://iwgia.org/en/resources/indigenous-world.html>

<sup>51</sup> Report of the Expert Mechanism on the Rights of Indigenous peoples to the Human Rights Council : Ten years of the implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples: good practices and lessons learned — 2007-2017. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G17/233/33/PDF/G1723333.pdf?OpenElement>

<sup>52</sup> In the Philippines the Indigenous peoples' Rights Act of 1997, in India, the Forest Rights Act of 2006, in Cambodia, specific provisions have been adopted on Indigenous peoples' rights over lands and natural resources (2009) , In Malaysia, customary law is recognized as a basis for granting land rights in Sabah and Sarawak. In Thailand, the vast majority of Indigenous peoples live in protected areas. Three national laws on natural resource management that entered into force in November 2019 could potentially play a role in addressing the persistent tensions between the authorities and communities living in or adjacent to forests in Thailand.

<sup>53</sup> Report of the Expert Mechanism on the Rights of Indigenous peoples to the Human Rights Council : Ten years of the implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples: good practices and lessons learned — 2007-2017. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G17/233/33/PDF/G1723333.pdf?OpenElement> .

**The international legal framework**<sup>54</sup> on Indigenous Peoples has been evolving rapidly since the adoption in 1989 of the International Labour Organization (ILO) Convention 169 on Indigenous and Tribal Peoples. A historic milestone for Indigenous Peoples worldwide was the United Nations General Assembly's adoption of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples on 13 September 2007. The Declaration establishes a universal framework of minimum standards for the survival, dignity, well-being and rights of the world's Indigenous Peoples. The Declaration addresses both individual and collective rights. It outlaws' discrimination against Indigenous Peoples and promotes their full and effective participation in all matters that concern them. It also ensures their right to remain distinct and to pursue their own priorities in economic, social and cultural development. Articles 41 and 42 of the Declaration call upon the specialized agencies of the United Nations system to "...contribute to the full realization of the provisions of this Declaration through the mobilization, inter alia, of financial cooperation and technical assistance...", and to "...promote respect for and full application of the provisions of this Declaration and follow up the effectiveness of this Declaration."<sup>55</sup>

The Declaration does not create new rights but rather elaborates on existing international human rights standards through an Indigenous lens. Many of its articles are an extension of binding standards found in various human rights treaties that have been widely ratified and certain provisions, such as those relating to the protection against racial discrimination, reflect customary international law<sup>56</sup>.

In addition to the development of international standards, the UN has established several institutional mandates aimed at promoting protection and respect of Indigenous Peoples Rights by Member States, UN Agencies and Funds and other relevant stakeholders, namely the UN Permanent Forum on Indigenous Issues (2000), the UN Special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples (2001) and the Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples (2007).

The UN Permanent forum is an advisory body to the ECOSOC, mandated to discuss and advise the UN system on indigenous issues related to [economic and social development](#), [culture](#), [the environment](#), [education](#), [health](#) and [human rights](#). The UN special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples, which is part of the human rights Council system of thematic [Special Procedures](#) and the Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples, which provides the Human Rights Council with expertise and advice on the rights of Indigenous Peoples and assists Member States in achieving the goals of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

### **High Level Plenary Session of the UNGA – World Conference on Indigenous Peoples**

On 22 and 23 September 2014, United Nations Member States held a high-level plenary meeting of the General Assembly known as the World Conference on Indigenous Peoples, to share perspectives and best practices on the realization of the rights of Indigenous Peoples, including to pursue the objectives of the Declaration. The conclusions of the meeting, reflected in its outcome document, reiterate the commitment of the United Nations system and its Member States towards achieving the ends of the Declaration.

The outcome document contains a series of commitments calling for multifaceted action by a range of actors, first and foremost Member States, but also the United Nations system. Among these is a request that the Secretary-General develop a system wide action plan to ensure a

<sup>54</sup> Annex I provides information on international normative framework on Indigenous peoples.

<sup>55</sup> United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples:  
<http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/en/declaration.html>.

<sup>56</sup> Report of the Special Rapporteur of the Human Rights Council on the rights of Indigenous peoples on the Implementation of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous peoples and the work of the Special Rapporteur on the rights of Indigenous peoples ( 2017)  
<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N17/224/61/PDF/N1722461.pdf?OpenElement>

coherent approach to achieving the ends of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

**The System-wide action plan on the rights of Indigenous Peoples**<sup>57</sup>. Following months of consultation with Indigenous Peoples, Member States and within the UN system, the Secretary-General shared a finalized system-wide action plan with heads of UN system agencies at the United Nations Chief Executives Board meeting in November 2015, and encouraged concerted efforts to implement the action plan. The primary aim of this action plan is to increase UN system coherence in addressing the rights and well-being of Indigenous Peoples in its work, including in support of Member States, with the ultimate goal of implementing, with the effective participation of Indigenous Peoples, the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples at all levels.

In November 2020, the fifth anniversary of the System-Wide Action Plan on the Rights of Indigenous Peoples, the UN System Chief Executives Board for Coordination (CEB) took the opportunity to revitalize the action plan and strengthen collective and coherent UN system efforts by **endorsing a call to action on building an inclusive, sustainable and resilient future with Indigenous Peoples**. Developed through the Inter-Agency Support Group on Indigenous Issues and approved by the High-level Committee on Programmes, the call to action affirms the Executive Heads' commitment to supporting Member States in the promotion, protection and realization of the rights of Indigenous Peoples and redoubling efforts to ensure collaborative and coherent United Nations system action to support the rights and well-being of Indigenous Peoples. The Call to Action aims to:

- Ensure more systematic participation of Indigenous Peoples in United Nations processes and initiatives that affect them;
- Strengthen targeted actions at the country level to support the rights of Indigenous Peoples and learning from good practices;
- Ensure greater accountability and visibility for the action plan; and
- Strengthen the disaggregation of data on Indigenous Peoples to ensure greater visibility of Indigenous Peoples and their situation.

### **The 2030 Development Agenda and the Sustainable Development Goals**

The 2030 Agenda for Sustainable Development sets the global development agenda and impacts on the way the international community will work with Indigenous Peoples over the coming years. The 2030 Agenda has inequalities as its centerpiece. The overall aim of the new Agenda is "to leave no one behind" by "reaching the furthest behind first" and by ensuring that Sustainable Development Goals' DG targets are met "for all nationals and peoples and for all segments of society". As Indigenous Peoples across the world still lag behind on most social, economic and political indicators, they should be at the heart of the implementation of the 2030 Agenda.

The agenda's overarching commitment to promote human rights combat inequalities and "leave no one behind" provides a very relevant framework for addressing Indigenous Peoples' needs in the context of development programming and implementation. To ensure a truly rights based and inclusive sustainable development it remains critical to empower Indigenous Peoples to participate in and monitor national implementation of the goals and targets in order to ensure that they are not being left behind once again and that their rights are respected and protected. At the same time, Indigenous Peoples with their profound knowledge of nature and sustainability have proved that they have a lot to contribute to the 2030 Agenda. Many of the 17 universal and transformative Sustainable Development Goals (SDGs) are relevant for Indigenous Peoples and have direct linkages to the human rights commitments outlined in the UNDRIP.

---

<sup>57</sup> System Wide Action Plan on the Rights of Indigenous peoples  
[https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/2016/Docs-updates/SWAP\\_Indigenous\\_Peoples\\_WEB.pdf](https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/2016/Docs-updates/SWAP_Indigenous_Peoples_WEB.pdf)

### **The Paris Agreement**

Indigenous Peoples are among the first to face the direct consequences of climate change, due to their dependence upon, and close relationship, with the environment and its resources. Climate change exacerbates the difficulties already faced by indigenous communities including political and economic marginalization, loss of land and resources, human rights violations, discrimination and unemployment. On December, 2015, after two decades of climate talks within the UN Framework on Climate Change (UNFCCC), world leaders came to a consensus on a legally binding agreement on climate change, with the aim of keeping global warming below 2°C and reducing carbon emissions across the globe.

Hailed as “historic” and as “a turning point for the world,” the deal reached its goal to achieve a legally binding and universal agreement on climate change, yet disappointed many Indigenous Peoples due to its ultimate failure to include legally binding references to protecting Indigenous Peoples rights and their sovereignty. However, the Paris Agreement recognizes the need to strengthen knowledge, technologies, practices and efforts of local communities and Indigenous Peoples related to addressing and responding to climate change, and establishes a platform for exchange of experiences and sharing of best practices on mitigation and adaptation in a holistic and integrated manner. The establishment of the platform marks a critical milestone in the global endeavor to strengthen knowledge, technologies, practices, and efforts of local communities and Indigenous Peoples in addressing climate change.

### **The Escazu Agreement**

Among the most recent developments, it is important to mention the Escazu Agreement (Regional Agreement on Access to Information, Public Participation and Justice in Environmental Matters in Latin America and the Caribbean, which is the region’s first environmental treaty as well as the world’s first agreement with provisions on human rights defenders in environmental matters, an issue of particular importance in the region due to risks for Indigenous rights defenders and other environmental activists. This Agreement is a giant step towards deepening socio-environmental democracy and achieving sustainable, participatory, and just development in the region and it provides a powerful tool to seek justice and redress for human rights violations against indigenous rights defenders. The Escazu Agreement is a giant step towards deepening socio-environmental democracy and achieving sustainable, participatory, and just development in the region. Not only is this the first regional environmental treaty to incorporate specific provisions protecting environmental human rights defenders, but it also includes concrete provisions for advancing rights to information, participation and justice in environmental matters.

In 2021, The UN General Assembly<sup>58</sup> proclaimed the period between 2022 and 2032 as the **International Decade of Indigenous Languages**, which aims at drawing global attention on the critical situation of many indigenous languages and at ensuring Indigenous Peoples’ right to preserve, revitalize and promote their languages under the leadership of UNESCO for its implementation and in cooperation with UNDESA<sup>59</sup>.

**Policies and guidelines on Indigenous Peoples in UN agencies, programs and funds and other intergovernmental bodies.** Following the approval of IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples in 2009, FAO adopted its policy on indigenous and tribal peoples in 2010<sup>60</sup> and in 2012 the World Committee on Food Security endorsed the *Voluntary Guidelines for the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests*, whose section 9, refers to the importance of collective rights to land for Indigenous Peoples and pastoralists<sup>61</sup>. Also in 2012, *UNEP finalized its Policy guidelines on Indigenous Peoples* and GEF adopted its

<sup>58</sup> (Resolution A/RES/74/135)

<sup>59</sup> More Information about the International Decade on Indigenous Languages at: <https://en.unesco.org/idil2022-2032>

<sup>60</sup> FAO International Treaty on Plant Genetic Resources (2001) and WIPO Intergovernmental Committee on Intellectual Property, Genetic Resources, Traditional Knowledge and Traditional Cultural Expressions (2001).

<sup>61</sup> Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security: <https://www.fao.org/3/i2801e/i2801e.pdf>

[Principles and guidelines for engagement with Indigenous Peoples](#). UNDP adopted the UNDP and Indigenous Peoples: A Policy of Engagement in 2012, and in 2017 UNESCO adopted its policy on engaging with Indigenous Peoples. Most recently, the Green Climate Fund adopted the Indigenous Peoples Policy (2018), which provides for full and effective engaging with Indigenous Peoples in the design, development and implementation of programmes to be financed by GCF, while respecting their rights.

Other instruments and mechanisms to protect and promote the rights of Indigenous Peoples over genetic resources, traditional knowledge and intellectual property rights have been adopted by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the World Intellectual Property Organization (WIPO)<sup>62</sup>. UNESCO has adopted two important conventions on Indigenous Peoples' education and culture<sup>63</sup>.

In recent years, international financial institutions, such as the World Bank<sup>64</sup>, the Inter-American Development Bank<sup>65</sup>, the African Development Bank<sup>66</sup> and the Asia Development Bank<sup>67</sup> have updated their safeguards to ensure that their funded projects respect Indigenous Peoples' rights while avoiding adverse impacts and minimizing risks.

In August 2022 the UN General Assembly (UNGA) passed a resolution recognizing the right to a clean, healthy, and sustainable environment as a human right. While not directly referring to Indigenous Peoples, the resolution is very relevant to them.

### **Milestones in the International Framework on Indigenous Peoples**

- |      |  |
|------|--|
| 2021 | The United Nations General Assembly proclaims the International Decade on Indigenous Languages (2022-2032)   |
| 2021 | At the UNFCCC COP 26 in Glasgow, UK, Norway, Germany, US, and the Netherlands, and 17 funders pledged to support Indigenous Peoples, local communities with 1,7 billion US\$ citing their proven role in preventing deforestation that fuels climate change      |
| 2021 | Adoption of the Regional Agreement on Access to Information, Public Participation and Justice in Environmental matters in Latin America and the Caribbean (Escazú Agreement)   |
| 2021 | The Food Systems Summit recognizes the vital contribution of Indigenous Peoples' food systems with the establishment of a Coalition on Indigenous Peoples Food Systems   |
| 2020 | The UN System Chief Executives Board for Coordination (CEB) endorses a call to action on building an inclusive, sustainable and resilient future with Indigenous Peoples aimed at revitalizing the SWAP and strengthen collective and coherent UN system efforts |

<sup>62</sup> FAO International Treaty on Plant Genetic Resources (2001) and WIPO Intergovernmental Committee on Intellectual Property, Genetic Resources, Traditional Knowledge and Traditional Cultural Expressions (2001).

<sup>63</sup> These include the Convention on the Promotion and Protection of the Diversity of Cultural Expressions (20 October 2005) and the Convention for the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage (October 2003).

<sup>64</sup>In 2016, the World Bank approved a new set of environmental and social safeguards which replaced its existing operational policy on Indigenous Peoples and which requires borrowing countries to ensure any World Bank-funded project does not harm Indigenous Peoples' rights and includes minimize and/or compensate the project's adverse impacts and risks, including respect free prior and informed consent.

<sup>65</sup> In 2021 the Inter-American Development Bank launched a new Environmental and Social Policy Framework (ESPF), which establishes respect for the rights of Indigenous Peoples and seeks to avoid, minimize and/or compensate the project's adverse impacts and risks. It also recognizes that Indigenous Peoples are particularly vulnerable if their lands and natural resources are affected, or if their culture is threatened.

<sup>66</sup> Currently the AfDB is undergoing a process aimed at updating the Bank's Integrated Safeguard System based on the study on Safeguards and Sustainability Series, Development and Indigenous Peoples in Africa, AfDB, 2016.

<sup>67</sup> The Asia Development bank has developed a Safeguard Policy Statement (SPS) aimed at ensuring that the design and implementation of projects foster full respect for Indigenous Peoples' identity, dignity, human rights, livelihood systems, and cultural uniqueness as defined by the Indigenous Peoples themselves so that they receive culturally appropriate social and economic benefits, are not harmed by the projects, and can participate actively in projects that affect them.

- 2019 The United Nations General Assembly proclaims the International Year of Indigenous Languages
- 2019 The Human Rights Council Resolution renewing the mandate of the UN Special Rapporteur on the Rights of Indigenous Peoples requests the Rapporteur to “participate in relevant international dialogues and policy forums on the consequences that climate change has on Indigenous Peoples” and to “undertake thematic research and to develop cooperation dialogue with States, intergovernmental organisations, civil society and other stakeholders on effective and sustainable practices”
- 2018 Establishment of the Facilitative Working Group of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform at UNFCCC COP 24 in Katowice (Poland)
- 2016 Adoption of the American Declaration on the Rights of Indigenous Peoples by the Organization of American States (OAS).
- 2015 The UN General Assembly adopts the System Wide Action Plan
- 2015 21st Conference of Parties of the UNFCCC (COP 21) in Paris establishes a platform that allows ‘the exchange of experiences and sharing of best practices on mitigation and adaptation’ between Indigenous Peoples, local communities, countries and all other relevant stakeholders.
- 2014 High Level Plenary Session of the United Nations General Assembly on Indigenous Peoples/World Conference on Indigenous Peoples.
- 2014 The Under-Secretary-General for Economic and Social Affairs was designated for coordinating the preparation of the action plan after the World Conference on Indigenous Peoples raising awareness of the rights of Indigenous Peoples at the highest possible level, as well as increasing the coherence of the activities of the UN system in this regard.
- 2013 Global Indigenous Preparatory Conference for the High-Level Plenary Session of the United Nations General Assembly on Indigenous Peoples/World Conference on Indigenous Peoples in Alta, Norway.
- 2012 First session of the UN Forum on Business and Human Rights. The Forum is the world's largest annual gathering on business and human rights with participants from government, business, Indigenous Peoples, civil society, law firms, investor organisations, UN bodies, national human rights institutions, trade unions, academia and the media.
- 2012 The World Committee on Food Security endorsed the *Voluntary Guidelines for the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests*, whose section 9, refers to the importance of collective rights to land for Indigenous Peoples and pastoralists.
- 2011 The UN Human Rights Council's adopts the Guiding Principles for Business and Human Rights and establishes the UN Working Group and the Forum on business & human rights.
- 2009 Adoption of the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits. The protocol is a significant step in mainstreaming indigenous rights as a cross-cutting issue in international negotiations.
- 2007 First session of the Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples. Created by the Human Rights Council, the Expert Mechanism is composed of five experts and provides thematic expertise on the rights of Indigenous Peoples to the Human Rights Council, the main human rights body of the United Nations.
- 2007 Adoption by the United Nations General Assembly of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, after a 20-year preparation and negotiation process.

- 2006 Adoption of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples at the inaugural session of the Human Rights Council.
- 2005 The United Nations General Assembly launches the second International Decade of the World's Indigenous People.
- 2004 Adoption by the CBD COP 7 of the Akwé: Kon Voluntary Guidelines for the Conduct of Cultural, Environmental and Social Impact Assessments Regarding Developments Proposed to Take Place on, or which are Likely to Impact on, Sacred Sites and on Lands and Waters Traditionally Occupied or Used by Indigenous and Local Communities
- 2003 Formal establishment of the Inter-Agency Support Group at the 2<sup>nd</sup> session of the UN Permanent Forum on Indigenous Issues.
- 2001 First annual meeting of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues.
- 2001 Designation by the United Nations Commission on Human Rights of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of Indigenous People.
- 2000 The African Commission on Human and Peoples' Rights adopts a resolution on the rights of Indigenous Populations/communities in Africa. The resolution provided for the establishment of a working group of experts on Indigenous Populations/communities.
- 1995 Establishment of an inter-sessional working group of the Commission on Human Rights on the draft declaration on the rights of Indigenous Peoples.
- 1994 The United Nations General Assembly proclaims the first International Decade of the World's Indigenous People (1995- 2004)
- 1994 The United Nations Convention to Combat Desertification, in its articles 16(g) and 17(c), calls for the protection of indigenous traditional knowledge, technologies and practices.
- 1993 The World Conference on Human Rights (Vienna Declaration and Programme of Action) explicitly addresses Indigenous Peoples' rights and calls for the International Decade of the World's Indigenous People (1995-2004), adoption of the declaration on the rights of Indigenous Peoples and the possible establishment of a permanent forum on indigenous issues.
- 1993 The United Nations General Assembly proclaims the first International Year of the World's Indigenous People.
- 1992 United Nations Conference on Environment and Development (Earth Summit) results in the Rio Declaration (principle 22), Agenda 21 (chapter 26) and the Convention on Biological Diversity (Article 8(j) and related provisions), which recognize the role of Indigenous Peoples in environmental conservation and call for the protection of traditional knowledge, practice and innovation, as well as benefit sharing.
- 1990 Entry into force of the Convention on the Rights of the Child, which includes an article on indigenous children (the first specific reference to Indigenous Peoples in international human rights law).
- 1989 ILO Convention 169 on Indigenous and Tribal Peoples, recognizing indigenous rights over land, identity, internal affairs and development, replacing the earlier Convention 107 (1957). It has been ratified and is in force in 20 countries.
- 1982 Establishment of the Working Group on Indigenous Populations of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (a working group of experts), to promote international standards on Indigenous Peoples' rights.



1957 ILO Convention 107 on Indigenous and Tribal Populations called for the protection and integration of tribal and Indigenous Populations into mainstream society. It has been ratified by 27 countries, and is still in force in 18 countries.

### List of Policies on Indigenous Peoples in UN Agencies, Programmes and Funds and International Financial Institutions'

<i>International financial institution</i>	<i>Year</i>	<i>Policy instrument</i>	<i>Mandatory</i>	<i>Promote</i>	<i>Safeguard</i>	<i>Free, prior and informed consent (FPIC)</i>
<b>AfDB</b>	2022	Africa Development Bank (AfDB) is currently revising its <a href="#">Integrated Safeguard System (ISS)</a> , which was first adopted by the Bank in 2014				The current review process seeks to harmonize the ISS with current international standards and peer institutions. As such, the AfDB has <a href="#">invited</a> stakeholders including Indigenous Peoples to provide comments on the <a href="#">proposed draft ISS</a> .
<b>AsDB</b>	2009	Policy Paper Safeguard Policy Statement: – Safeguard requirements 3: Indigenous Peoples	yes		yes	The safeguard policy requires that the consent of affected Indigenous Peoples' communities be obtained through meaningful consultation for the following project activities: (i) commercial development of the cultural resources or knowledge of Indigenous Peoples; (ii) physical displacement from traditional or customary lands; and (iii) commercial development of natural resources within customary lands under use that would impact the livelihoods or the cultural, ceremonial or spiritual uses that define the identity and community of Indigenous Peoples.
<b>EBRD</b>	2019	Environmental and Social Policy: EBRD Performance Requirement 7: Indigenous Peoples	yes		yes	The policy outlines the responsibilities of the client to assess the potential for a project to impact Indigenous Peoples, to engage meaningfully with affected Indigenous Peoples and, under certain circumstances outlined in this PR, to obtain their free, prior and informed consent (FPIC). Additionally the policy lays out client obligations to collaborate with affected Indigenous Peoples in the planning and implementation of measures to avoid, minimise, mitigate and compensate for adverse effects and share project benefits. FPIC of affected Indigenous Peoples is required in circumstances where a project: (i) affects their customary lands or resources; (ii) relocates them from their traditional or customary lands; or (iii) affects or proposes to use their cultural resources.
<b>EIB</b>	2022	The EIB Group Environmental and Social Policy: Standard 7: Vulnerable groups, Indigenous Peoples and Gender	yes	yes	yes	The FPIC process is required where a project: (i) Affects the lands, territories or resources that Indigenous Peoples customarily own, occupy or otherwise use; or (ii) Relocates them from land and natural resources subject to traditional ownership or under customary use or occupation; or (iii) Affects or exploits their cultural resources, whether tangible or intangible, or their ways of life.
<b>FAO</b>	2015	Policy on indigenous and tribal peoples. Second Edition		yes		For projects that involve or affect Indigenous Peoples, FAO will facilitate the inclusion of representatives of Indigenous Peoples in its consultations and programming cycles, in accordance with the principle of FPIC.
<b>GCF</b>	2018	Indigenous Peoples Policy	yes	yes	yes	GCF will ensure and require evidence of the effective consultation and application of free, prior and informed consent through appropriate procedures and in particular through their representative institutions whenever consideration is being given to GCF-financed activities that will affect Indigenous Peoples' lands, territories, resources, livelihoods and cultures or require their relocation.
	2018					

		The Environmental and Social Policy				The design and implementation of activities will be guided by the rights and responsibilities set forth in the UNDRIP including, of particular importance, the right to free, prior and informed consent, which will be required by GCF in applicable circumstances.
<b>GEF</b>	2012	Principles and guidelines for engagement with Indigenous Peoples	Yes	Yes	yes	The GEF adopts a standard of free, prior and informed consent for GEF-financed projects. GEF Partner Agencies will ensure that project executors document: (i) the mutually accepted consultation process between the project proponent and affected indigenous communities and (ii) evidence of agreement between the parties as the outcome of the consultations. FPIC does not necessarily require unanimity and may be achieved even when individuals or groups within the community explicitly disagree. For other projects, GEF Partner Agencies are required to rely on their systems for consultation with Indigenous Peoples and will ensure that such consultations result in broad community support for the GEF-financed operations being proposed
<b>IDB</b>	2020	Environmental and Social Policy Framework: ENVIRONMENTAL AND SOCIAL PERFORMANCE STANDARD 7 Indigenous Peoples	Yes	Yes	yes	FPIC of the Project-Affected Communities of Indigenous Peoples in the circumstances described in the policy, is required by the borrower of the IDB. FPIC applies to project design, implementation, and expected outcomes related to impacts affecting the communities of Indigenous Peoples.
<b>IFC</b>	2012	IFC Performance Standards on Environmental and Social Sustainability:  Performance Standard 7: Indigenous Peoples	yes			For projects with adverse impacts to Indigenous Peoples, the IFC client is required to engage with Indigenous Peoples and in certain circumstances the client is required to obtain their Free, Prior, and Informed Consent (FPIC). The client will document: (i) the mutually accepted process between the client and Affected Communities of Indigenous Peoples, and (ii) evidence of agreement between the parties as the outcome of the negotiations.
<b>UNDP</b>	2015	UNDP and Indigenous Peoples: A Policy Of Engagement		Yes		Consistent with the ILO Convention 169, UNDP promotes and supports the right of Indigenous Peoples to Free Prior and Informed Consultation with regard to development planning and programming that may affect them.
<b>UNEP</b>	2012	UNEP and Indigenous Peoples: A Partnership in Caring for the Environment Policy Guidance November 2012		yes		Stakeholder involvement takes into account the Free, Prior and Informed Consent (FPIC) Principle. This includes not only the lands which are owned by Indigenous Peoples but also those which are and were traditionally occupied and used by Indigenous Peoples.
<b>UNESCO</b>	2018  2021	Policy on engaging with Indigenous Peoples  Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention		yes		UNESCO reaffirms its commitment to implement the UNDRIP, and to ensure adequate consultations, the FPIC and equitable and effective participation of Indigenous Peoples where nomination, management and policy measures of international designations affect their territories, lands, resources and ways of life.  In the case of sites affecting the lands, territories or resources of Indigenous Peoples, States Parties shall consult and cooperate in good faith with the Indigenous Peoples concerned through their own representative institutions in order to obtain their free, prior and informed consent before including the sites on their Tentative List. States shall demonstrate, as appropriate, that the FPIC of Indigenous Peoples has been obtained, through, inter alia, making the nominations publicly available in appropriate languages and public consultations and hearings.
<b>UN-Habitat</b>	2021	Environmental and Social Safeguards System. Version 3. 6.1.6. Principle 6: Indigenous Peoples		yes		The objectives are to provide minimum requirements to achieve Free, Prior and Informed Consent (FPIC) of Indigenous Peoples where their rights, lands, resources, territories, traditional livelihoods may be affected. Consent refers to the collective support of affected Indigenous Peoples communities for the

					project/programme activities that affect them, reached through a culturally appropriate process. FPIC must be obtained when Indigenous Peoples will be relocating from land or natural resources that they have traditionally occupied, or when their cultural heritage will be significantly impacted.
<b>WIPO</b>	2018	A Guide to Intellectual Property Issues in Access and Benefit-sharing Agreements			Access and benefit-sharing is based on prior informed consent (PIC) being granted by a provider of genetic resources to a user of such resources, and on negotiations between both parties to develop mutually agreed terms, in order to ensure the fair and equitable sharing of benefits arising from the use of the resources
	2020	Intellectual Property and Genetic Resources, Traditional Knowledge and Traditional Cultural Expressions			According to the principle of prior informed consent (FPIC), holders should be fully consulted before their knowledge/ expression/genetic resource is accessed or used by third parties and an agreement should be reached on appropriate terms; they should also be fully informed about the consequences of the intended use. The agreed scope of use may be set out in contracts, licenses or agreements, which may specify how benefits arising from the exploitation should be shared.
<b>World Bank</b>	2016	Environmental and Social Policy for Investment Project Financing	yes	yes	The Bank will require the Borrower to obtain the FPIC of the affected Indigenous Peoples/Sub-Saharan African Historically Underserved Traditional Local Communities when specific circumstances (described in ESS7) are present. In the policy, FPIC does not require unanimity and may be achieved even when individuals or groups within or among affected Indigenous Peoples explicitly disagree. Consent refers to the collective support of affected Indigenous Peoples communities for the project activities that affect them, reached through a culturally appropriate process. It may exist even if some individuals or groups object to such project activities.

## Experiences and good practices by other organisations on land tenure and Free Prior and Informed Consent

### Land tenure

Lessons from the [World Bank](#) currently supporting Indonesia, Philippines, Vietnam, Cambodia, and Lao PDR with the registration of land rights in rural areas, including various forms of technical assistance on indigenous rights to land evidence that:

- **Consideration of the social, cultural and legal contexts of the host country is critical when advocating tenure rights of Indigenous Peoples.** The diversity across the region, including of local indigenous systems of land tenure, is so vast that a one-size-fits-all approach to address and advocate for IPs' rights is difficult. In many countries, the concept of indigenous communities remains sensitive Adopting the culturally and legally accepted terms is critical when advocating rights, both when communicating with governments and communities on the ground.
- **Indigenous Peoples' tenure security can be enhanced even when indigenous land rights are yet to be fully recognized by national laws.** The legal recognition of IPs and their land rights – as well as the extent of such recognition – varies widely

among countries. From advanced, such as in the case of the Philippines, to early stage of developing regulations recognizing customary land rights, such as in Lao PDR, to countries where extensive regulatory framework on customary land rights are in place but are yet to be systematically implemented such as in the case of Indonesia. Still organizations can support governments in the process, as the WB is doing in these countries.

- **CSOs need more support as they play an essential role in legal awareness raising and local-level efforts to secure rights.** Even in countries where indigenous land rights are recognized by law, communities are sometimes unaware of their rights or tend to struggle with the administrative processes to secure them. CSOs can help navigate through administrative hurdles, and assist with access to legal remedies. Interventions should therefore focus on local organization capacity building, while community representatives should be given voice in advocacy campaigns and technical assistance programs.
- **Inter-institutional coordination between national government agencies is often a prerequisite to secure IPs' tenure.** Ultimately, indigenous land rights can only be secured when tenure is simultaneously secured for all stakeholders, including both public and private land holders. Boundaries between indigenous areas, state land, and forest areas are often unclear and need to be clarified in order to protect the remaining indigenous and communal territories while minimizing the chance of land disputes. Conflicting mandates between government agencies, particularly forestry and land registration agencies, hamper this process. WB support to Indonesia and the Philippines to achieve a unified land register and clarify tenure rights in forest landscapes has shown that governments welcome external support to facilitate inter-institutional dialogue and promote an integrated land administration.
- **\$1.7 billion could go a long way in protecting the land rights of IPs around the globe.** Current engagements and analytics in the East Asia and Pacific region indicate that significant progress can be made in a variety of country contexts with varying degrees of legal recognition of indigenous land rights. Interventions will only be effective if they cater to national and local legal, social and political contexts, prioritize the agency of local organizations and community representatives, and stimulate inter-agency dialogue and coordination at both national and local levels.

### **Free Prior and Informed Consent**

[FAO](#) experience in implementing FPIC in Panama shows that the correct application of the FPIC process facilitates the creation of an intercultural environment conducive to the adoption of innovative agricultural techniques and the valorisation of ancestral agricultural practices, including the rapid increase and diversify their production. Success factors resulted in: i) the use of culturally sensitive methodologies which helped to develop a process of dialogue and implement the project in a horizontal and participatory way based on the priorities and interests of the communities; ii) the creation of a trained inter-agency and multidisciplinary team in charge of FPIC implementation contributed significantly to ensuring the quality of the process; and iii) the broad and permanent participation during the project cycle of all community members ensured that all the demands and needs present within the community were addressed. Finally, FPIC process supported the sustainability of the project that has been ensured by: i) the empowerment of the communities as the result of FPIC; and ii) the presence of resources and skills in the territories, thanks to the strengthening of institutional coordination. Lessons learned from this project generated the following six recommendations for FPIC processes:

- Protect the cultural and ancestral wealth of indigenous peoples and promote the adoption of innovative practices through interculturality;

- Incorporate cultural sensitivity as a basic principle for the implementation of any collaboration with and for indigenous peoples;
- Use a participatory and horizontal approach. The implementation of FPIC must be continuous during all stages of the project, allowing permanent feedback and adjustment of the support actions;
- Incorporate a gender and intergenerational approach. The participation of women and youth in the dialogue process and in the support actions of the project generates greater inclusion and should accelerate the process of change;
- Promote coordination between public institutions and the traditional authorities of indigenous peoples. The formation of public-indigenous bodies allows the dialogue and co-design processes to be sustained beyond the project;
- The empowerment of communities contributes to giving continuity to processes and actions beyond changes in governments.

Lessons on [adapting Free, Prior, and Informed Consent \(FPIC\) to Local Contexts in REDD+ in three experiments in Vietnam](#) evidenced that FPIC has evolved gradually, and is the result of both hard and soft legal norms at international and national levels. Yet, there is a gap between international norms and national practice, due to specific political and economic conditions in each country. How FPIC is translated on the ground depends on political views, government interests, and the local governments' understanding of FPIC. The experience in Vietnam has shown that integrating REDD+ with human rights obligations would avoid duplicating efforts and exploit the consensus that already underpins existing human rights instruments. The findings show that framing FPIC within the human rights and grassroots regulations will provide the added benefit of institutional support to better implement and enforce FPIC. One important lesson emerging from this assessment is that political regimes (e.g., Vietnam's command and control system) may undermine the implementation of FPIC on the ground if interpretations of the elements "free", "prior", and "informed consent" do not adhere to the intentions of FPIC. The unwillingness of the political elite to transfer decision-making power from state to non-state actors has strong implications for access to and control over resources and the understanding of what FPIC means. FPIC should also be treated as a learning process; the information provided should be useful for participants and the ways information is provided should be accommodated with adequate venues and accountable and independent facilitators. Sufficient timing and budget is also required for careful implementation. Consultations take place within a highly dynamic and complex political and socioeconomic context. The assessment of different cases in Vietnam, also shows that no single approach will fit all situations. Informing local communities about REDD+ is a complex and challenging task because of the nature and impacts of REDD+ itself, the range of knowledge needed to respond to it, and the ability of facilitators to ensure that learning processes are both dynamic and accountable. Given the diversity of local socioeconomic settings, FPIC guidelines need to be flexible enough to be adaptable to national and local contexts, where legislation must acknowledge that FPIC is an adaptive learning process focused on enhancing stakeholders' engagement in REDD+.

## List of knowledge resources developed by IFAD

- [Digital toolbox: Sustainable and resilient Indigenous Peoples' Food Systems for improved nutrition](#) (2022)
- [Policy brief: Free, Prior and Informed Consent \(FPIC\) - Indigenous peoples-driven development pathways](#) (2022)
- [How to do note: Seeking, free, prior and informed consent in IFAD investment projects](#) (update, 2021)
- [IFAD and Slow Food](#) (2021, 2016)
- [Good practices in IFAD's engagement with indigenous peoples](#) (2021)
- [Participatory Guarantee System case study report](#) (2020)
- [Policy brief: Partnering with indigenous peoples for the SDGs](#) (2019)
- [The Indigenous Peoples Assistance Facility \(IPAF\) - Assessment of the performance of the Fourth IPAF cycle](#) (2019)
- [Supporting nutrition-sensitive agriculture through neglected and underutilized species](#) (2019)
- [Glossary for Indigenous People](#) (2nd edition, 2019)
- [Indigenous peoples' collective rights to lands, territories and natural resources](#) (2018)
- [Toolkit: Engaging with pastoralists – a holistic development approach](#) (2018)
- [A decade of IFAD's engagement with indigenous peoples](#) (2017)
- [The Traditional Knowledge Advantage Indigenous peoples' knowledge in climate change adaptation and mitigation strategies](#) (2016)
- [Performance of IPAF small projects Desk review](#) (2015)
- [Seeds of innovation: Tapping into the knowledge of indigenous peoples](#) (2015)
- [Managing forests, sustaining lives, improving livelihoods of indigenous peoples and ethnic groups in the Mekong region, Asia](#) (2013)
- [Findings of four case studies conducted by indigenous people on IFAD-funded projects in Asia and the Pacific - a Regional Overview](#) (2013)
- [Indigenous peoples - valuing, respecting and supporting diversity](#) (2012)
- [Performance of IPAF small projects: Desk review](#) (2011)
- [Learning by working together - Microprojects financed through the Indigenous Peoples Assistance Facility \(IPAF\)](#) (2010)
- [Custodians of culture and biodiversity: Indigenous peoples take charge of their challenges and opportunities](#) (2008)

### Proceedings of the global meetings of the Indigenous Peoples' Forum at IFAD

- [Fifth global meeting](#) (2021)
- [Fourth global meeting](#) (2019)
- [Third global meeting](#) (2017)
- [Second global meeting](#) (2015)
- [First global meeting](#) (2013)

### Country Technical Notes on Indigenous Peoples' Issues

Asia and the Pacific

[Bangladesh](#) | [Cambodia](#) | [India](#) | [Indonesia](#) | [Lao](#) | [Nepal](#) | [Pakistan](#) | [Philippines](#) | [Viet Nam](#)

East and Southern Africa

[Burundi](#) | [Kenya](#) | [Tanzania](#)

Latin America and the Caribbean

[Argentina](#) (Spanish) | [Belize](#) (English) | [Bolivia](#) (Spanish) | [Brazil](#) (Spanish) | [Chile](#) (Spanish) | [Colombia](#) (Spanish) | [Costa Rica](#) (Spanish) | [Ecuador](#) (Spanish) | [El Salvador](#) (Spanish) | [Guatemala](#) (Spanish) | [Guyana](#) (English) | [Honduras](#) (Spanish) | [Mexico](#) (Spanish) | [Nicaragua](#) (Spanish) | [Panama](#) (Spanish) | [Paraguay](#) (Spanish) | [Peru](#) (Spanish) | [Venezuela](#) (Spanish)

West and Central Africa

[Democratic Republic of the Congo](#) | [Niger](#) (French) | [Republic of Congo](#)

## Acknowledgments

The preparation of this updated policy was co-led by IFAD and the Steering Committee of the Indigenous Peoples Forum at IFAD and benefited from consultations with Indigenous Peoples' leaders and other experts.

The cross-departmental Policy Reference Group in charge of preparing this policy was led by Antonella Cordone, Senior Technical Specialist, Nutrition and Social Inclusion and Ilaria Firmian, Senior Technical Specialist, Indigenous Peoples, under the supervision of Tom Anyonge, Director (ad-interim) in the Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division. Members of the PRG include: **Jorgen Bengtsson**, Senior Private Sector Finance Specialist - Private Sector Investment, Sustainable Production, Markets and Institutions Division, Strategy and Knowledge Department; **Ndaya Beltchika**, Lead Technical Specialist - Gender and Social Inclusion, Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division, Strategy and Knowledge Department; **Federica Cerulli**, Senior Partnership Officer, Global Engagement, Partnership and Resource Mobilization, External Relations and Governance Department; **Shirley Chinien**, Regional Economist, East and Southern Africa Division, Programme Management Department – Regional Focal Point on Indigenous Peoples; **Joanna Feng**, Senior Economist, Research and Impact Assessment Division, Strategy and Knowledge Department; **Alashiya Gordes**, Technical Specialist Environment & Climate M&R, Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division, Strategy and Knowledge Department and Technical Specialist, Environment and Climate - Safeguards, Mainstreaming, Compliance and Climate Tracking, Operational Policy and Results Division, Programme Management Department; **Mena Grossman**, Junior Professional Officer - Environment and Climate / Agroecology, Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division, Strategy and Knowledge Department; **Pierre Yves Guedez**, Senior Climate Finance Specialist - GCF focal point, Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division, Strategy and Knowledge Department; **Harold Liversage**, Lead Global Technical Specialist, Land Tenure, Sustainable Production, Markets and Institutions Division, Strategy and Knowledge Department; **Rikke Olivera**, Senior Global Technical Specialist, Natural Resources Management, Sustainable Production, Markets and Institutions Division, Strategy and Knowledge Department; **Claus Reiner**, Country Director SSTC & KC, Latin America and the Caribbean Division, Programme Management Department – Regional Focal Point on Indigenous Peoples; **Philippe Remy**, Programme Management Department – Regional Focal Point on Indigenous Peoples; **Ann Turinayo**, Country Director, West and Central Africa Division, Programme Management Department – Regional Focal Point on Indigenous Peoples; **Manzi Nadine Umunyana**, Senior Private Sector Finance Specialist - Private Sector Investment, Sustainable Production, Markets and Institutions Division, Strategy and Knowledge Department.

**Lorenzo Del Castillo**, Consultant - Indigenous Peoples, Climate, Gender and Social Inclusion Division; **Margherita Loddoni**, Consultant - Indigenous Peoples, Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division; **Karla Pita Vidal**, Consultant- Indigenous Peoples, Environment, Climate, Gender and Social Inclusion Division provided support to the PRG in the preparation of the policy.

**Lola García-Alix**, Senior Advisor, Global Governance at the International Work Group on Indigenous Affairs (IWGIA) provided the technical advisory support and **Brett Shapiro** provided editorial support.

The policy benefited greatly from inputs received by the members of the Inter-Agency Support Group on Indigenous Issues and the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues.